

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL RAP FINA 2024

SEM
RAP

RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024

SOMMAIRE

01 Rapport d'activité du premier semestre 2024.....	2
1.1 Profil du Groupe et chiffres clés du 1 ^{er} semestre 2024	3
1.2 Faits marquants du 1 ^{er} semestre 2024	4
1.3 Commentaires sur l'activité du 1 ^{er} semestre 2024	5
1.4 Révision à la hausse des perspectives annuelles de croissance organique et de marge d'EBITDA.....	9
1.5 Définitions financières	9
1.6 Facteurs de risques.....	9
1.7 Transactions avec les parties liées.....	10
1.8 Évolution de la gouvernance	10
1.9 Informations concernant le capital social	10
02 Comptes semestriels consolidés condensés	12
2.1 État du résultat net consolidé intermédiaire pour les 6 premiers mois de l'année	13
2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire pour les 6 premiers mois de l'année	13
2.3 État de la situation financière consolidé intermédiaire – actif.....	14
2.4 État de la situation financière consolidée intermédiaire - passif et capitaux propres	14
2.5 État des flux de trésorerie consolidés intermédiaires pour les 6 premiers mois de l'année	15
2.6 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2024	16
2.7 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2023	17
2.8 Notes explicatives.....	18
03 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2024	44
04 Attestation de la personne responsable	46

01

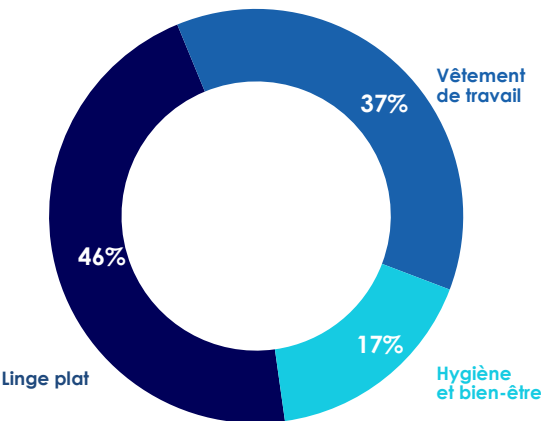
Rapport d'activité du premier semestre 2024

1.1 Profil du Groupe et chiffres clés du 1^{er} semestre 2024

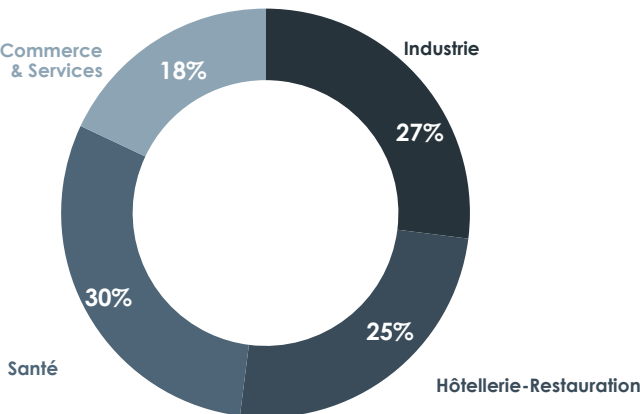
Leader des services circulaires grâce à un modèle de location-entretien optimisé par des technologies de traçabilité, Elis innove chaque jour. Dans ses 30 pays, Elis répond aux besoins de ses clients en matière de protection, d'hygiène et de bien-être, tout en les accompagnant dans l'atteinte de leurs objectifs environnementaux. Avec un savoir-faire opérationnel unique et un profil de croissance organique profitable, Elis crée ainsi de la valeur, durablement, pour ses actionnaires, ses clients, ses collaborateurs et l'environnement.

Répartition du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2024

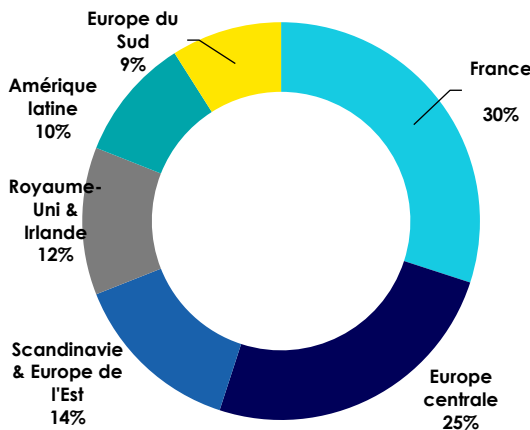
Par services



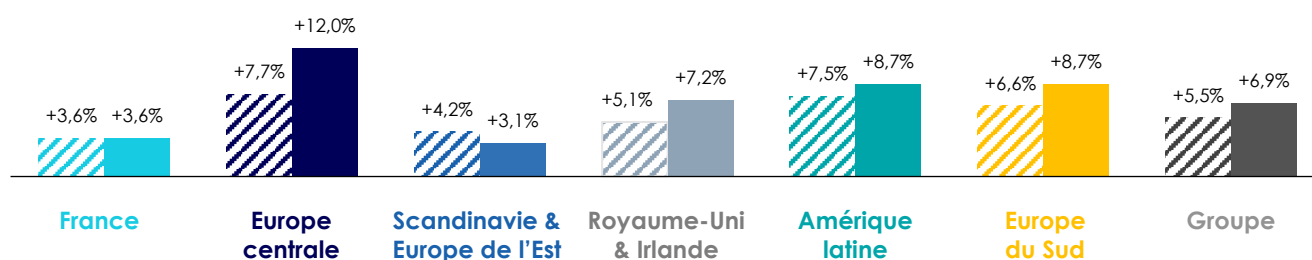
Par segment de clientèle



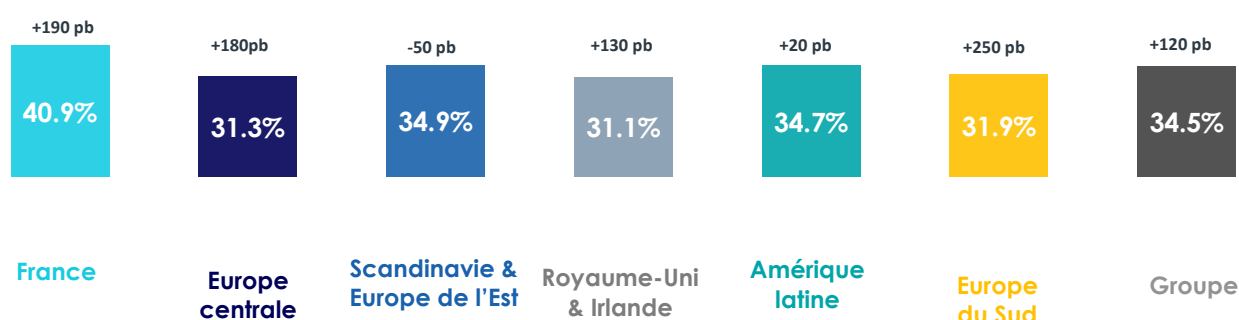
Par secteur opérationnel



Croissance organique et publiée du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2024 par secteur opérationnel



Évolution de la marge d'EBITDA ajusté par secteur opérationnel au 1^{er} semestre 2024 par rapport au 1^{er} semestre 2023



1.2 Faits marquants du 1^{er} semestre 2024

Bonne performance financière : croissance soutenue et amélioration de la rentabilité

- > Chiffre d'affaires de 2 246,7m€ (+6,9% dont +5,5% en organique)
- > Marge d'EBITDA ajusté en amélioration de +120pb à 34,5% du chiffre d'affaires
- > Marge d'EBIT ajusté en amélioration de +20pb à 15,3% du chiffre d'affaires
- > Résultat net en baisse de -14,1% à 119,1m€ (en ligne avec la séquence semestrielle attendue, menant à une forte progression pour l'année 2024)
- > Résultat net courant en hausse de +0,9% à 208,7m€
- > Résultat net courant par action en hausse de +1,6% à 0,83€ (nombre d'actions sur une base diluée)
- > Free cash-flow (après paiement des loyers) de 55,5m€, en hausse de +38,6m€
- > Levier d'endettement financier à 2,06x au 30 juin 2024

Croissance du chiffre d'affaires de +6,9% au 1^{er} semestre, dont +5,5% en organique : nombreux succès commerciaux, amélioration du taux de rétention clients et bonne dynamique de prix

- > L'activité commerciale est bien orientée avec la signature de nouveaux contrats, tirée par le développement de l'externalisation et des besoins en termes d'hygiène, de traçabilité et de produits et services responsables
- > Le taux de rétention clients retrouve un niveau normatif de c. 94%, reflétant la qualité des relations commerciales que le Groupe entretient avec ses clients
- > En Hôtellerie-Restauration, l'Europe du Sud poursuit sa très bonne dynamique ; en France et au Royaume-Uni, l'activité du 2^{ème} trimestre a été pénalisée par les conditions météorologiques maussades et par les élections organisées dans les deux pays
- > La dynamique de prix reste favorable sur l'ensemble de nos marchés grâce aux ajustements mis en place pour compenser l'inflation de nos coûts

Marge d'EBITDA en progression de +120pb, reflétant l'excellence industrielle du Groupe

- > Poursuite des gains de productivité dans toutes nos géographies grâce à l'optimisation des processus industriels et de la logistique, ainsi qu'à de meilleures conditions d'achat de l'énergie
- > Progrès remarquables en Allemagne, où différents changements opérationnels portent leurs fruits

Poursuite de la stratégie M&A avec les acquisitions de Moderna et de Wonway

- > Avec l'acquisition de Moderna aux Pays-Bas, consolidée depuis le 1^{er} mars, Elis étend son offre au marché du linge plat et renforce la densité de son réseau dans le pays
- > Le 1^{er} juillet, Elis a annoncé sa première opération en Asie avec l'acquisition de Wonway, opérant sur le marché très dynamique de l'ultra-propre en Malaisie

1.3 Commentaires sur l'activité du 1^{er} semestre 2024

Chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2024

En millions d'euros	T1	<u>2024</u> T2	S1	T1	<u>2023</u> T2	S1	T1	<u>Var.</u> T2	S1
France	316,6	346,6	663,2	303,5	336,8	640,3	+4,3%	+2,9%	+3,6%
Europe centrale	275,2	281,6	556,8	245,6	251,8	497,3	+12,1%	+11,8%	+12,0%
Scandin. & Eur. de l'Est	157,0	152,4	309,4	153,3	146,8	300,1	+2,4%	+3,8%	+3,1%
Royaume-Uni & Irlande	132,5	143,4	275,9	121,9	135,5	257,3	+8,7%	+5,8%	+7,2%
Amérique latine	114,5	117,8	232,3	102,4	111,3	213,7	+11,8%	+5,8%	+8,7%
Europe du Sud	90,2	105,4	195,5	81,3	98,7	179,9	+11,0%	+6,8%	+8,7%
Autres	6,4	7,1	13,5	5,5	7,1	12,6	+17,7%	-0,2%	+7,6%
Total	1 092,4	1 154,2	2 246,7	1 013,4	1 087,9	2 101,3	+7,8%	+6,1%	+6,9%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

Décomposition du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2024

En millions d'euros	S1 2024	S1 2023	Croissance organique	Croissance externe	Effet change	Croissance pu- bliée
France	663,2	640,3	+3,6%	-	-	+3,6%
Europe centrale	556,8	497,3	+7,7%	+3,6%	+0,7%	+12,0%
Scandin. & Eur. de l'Est	309,4	300,1	+4,2%	-	-1,1%	+3,1%
Royaume-Uni & Irlande	275,9	257,3	+5,1%	-	+2,1%	+7,2%
Amérique latine	232,3	213,7	+7,5%	-	+1,2%	+8,7%
Europe du Sud	195,5	179,9	+6,6%	+2,1%	-	+8,7%
Autres	13,5	12,6	+5,9%	-	+1,7%	+7,6%
Total	2 246,7	2 101,3	+5,5%	+1,0%	+0,4%	+6,9%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

Croissance organique du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2024

	Croissance organique T1 2024	Croissance organique T2 2024	Croissance organique S1 2024
France	+4,3%	+2,9%	+3,6%
Europe centrale	+9,0%	+6,4%	+7,7%
Scandinavie & Eur. de l'Est	+4,2%	+4,1%	+4,2%
Royaume-Uni & Irlande	+6,1%	+4,1%	+5,1%
Amérique latine	+7,5%	+7,6%	+7,5%
Europe du Sud	+8,9%	+4,8%	+6,6%
Autres	+15,4%	-1,4%	+5,9%
Total	+6,4%	+4,6%	+5,5%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

Chiffre d'affaires du 2^{ème} trimestre 2024

En millions d'euros	T2 2024	T2 2023	Croissance organique	Croissance externe	Effet change	Croissance publiée
France	346,6	336,8	+2,9%	-	-	+2,9%
Europe centrale	281,6	251,8	+6,4%	+5,2%	+0,3%	+11,8%
Scandin. & Eur. de l'Est	152,4	146,8	+4,1%	-	-0,3%	+3,8%
Royaume-Uni & Irlande	143,4	135,5	+4,1%	-	+1,7%	+5,8%
Amérique latine	117,8	111,3	+7,6%	-	-1,8%	+5,8%
Europe du Sud	105,4	98,7	+4,8%	+2,0%	-	+6,8%
Autres	7,1	7,1	-1,4%	-	+1,2%	-0,2%
Total	1 154,2	1 087,9	+4,6%	+1,4%	+0,1%	+6,1%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

EBITDA ajusté du 1^{er} semestre 2024

En millions d'euros	S1 2024 publié	S1 2023 retraité ¹	Var. S1 2024 / S1 2023
France	271,4	250,4	+8,4%
En % du chiffre d'affaires	40,9%	39,0%	+190pb
Europe centrale	175,0	147,3	+18,8%
En % du chiffre d'affaires	31,3%	29,5%	+180pb
Scandinavie & Eur. de l'Est	108,1	106,5	+1,6%
En % du chiffre d'affaires	34,9%	35,5%	-50pb
Royaume-Uni & Irlande	85,7	76,5	+12,0%
En % du chiffre d'affaires	31,1%	29,7%	+130pb
Amérique latine	80,5	73,6	+9,5%
En % du chiffre d'affaires	34,7%	34,4%	+20pb
Europe du Sud	62,5	53,0	+17,9%
En % du chiffre d'affaires	31,9%	29,4%	+250pb
Autres	(9,0)	(9,1)	+1,2%
Total	774,3	698,1	+10,9%
En % du chiffre d'affaires	34,5%	33,2%	+120pb

¹ : Une réconciliation est présentée à la note 1.6. des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport.

Les taux de marge et les variations sont calculés sur la base des valeurs exactes.

France

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2024 est en croissance de +3,6% (intégralement organique), porté par l'activité commerciale en vêtements professionnels (Industrie, Commerce & Services). La dynamique de prix est bonne et permet de compenser l'inflation de nos coûts. En Hôtellerie-Restaurant, les mauvaises conditions climatiques de mai et juin, couplées avec les perturbations liées à la préparation des Jeux Olympiques de Paris et les élections législatives, ont pesé sur l'activité du 2^{ème} trimestre 2024. Cependant, nos clients sont confiants : septembre et octobre devraient bénéficier du report de certains événements professionnels initialement prévus avant l'été. Les gains de productivité réalisés dans nos usines, ainsi que de meilleures conditions d'achat de l'énergie, permettent une amélioration de +190pb de la marge d'EBITDA ajusté au 1^{er} semestre 2024, à 40,9%.

Europe centrale

Le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +12,0% au 1^{er} semestre 2024 (+7,7% en organique). L'acquisition de Moderna aux Pays-Bas, consolidée depuis le 1^{er} mars 2024, contribue pour c. +3,6% à la croissance semestrielle de la région. L'Allemagne affiche une croissance organique de plus de +8%, portée par le bon développement en vêtements professionnels et une bonne dynamique de prix. La Pologne et les Pays-Bas sont également bien orientés. La marge d'EBITDA ajusté du 1^{er} semestre 2024 ressort à 31,3%, en hausse de +180pb par rapport à l'année dernière, tirée par de meilleures conditions d'achat de l'énergie et d'importants gains de productivité, notamment en Allemagne où certaines mesures, dont une réorganisation managériale, portent leurs fruits.

Scandinavie & Europe de l'Est

Le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +3,1% au 1^{er} semestre 2024 (+4,2% en organique), avec un effet change négatif de -1,1%. La croissance organique est tirée par les performances des pays baltes, de la Suède et de la Norvège, où la dynamique d'externalisation reste forte. Au Danemark, la stricte discipline tarifaire du Groupe a entraîné des pertes limitées de volumes. Au 1^{er} semestre 2024, la marge d'EBITDA ajusté est en baisse de -50pb par rapport au 1^{er} semestre 2023, à 34,9%. Malgré une forte position sur ces marchés, les négociations tarifaires peuvent s'avérer parfois difficiles, notamment avec les clients du secteur public.

Royaume-Uni & Irlande

Le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +7,2% au 1^{er} semestre 2024 (+5,1% en organique), avec un effet change positif de +2,1%. Le Royaume-Uni poursuit sa croissance sur tous ses marchés notamment en Santé et en vêtements professionnels (standard et ultra-propre). Nous enregistrons également une amélioration notable de la plupart de nos indicateurs de satisfaction clients et de qualité de service. En Hôtellerie-Restaurant, les mauvaises conditions météorologiques et les élections générales ont pénalisé l'activité au 2^{ème} trimestre. Au 1^{er} semestre 2024, la marge d'EBITDA ajusté

est en hausse de +130pb par rapport au 1^{er} semestre 2023, à 31,1%, tirée par l'amélioration continue de nos processus industriels et logistiques et par de meilleures conditions d'achat de l'énergie.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +8,7% au 1^{er} semestre 2024 (+7,5% en organique). L'effet change est positif, à +1,2%. L'inflation est inférieure à +5% ; nos ajustements de prix dans la région sont donc comparables à ceux réalisés en Europe. La dynamique commerciale a été très bonne, notamment en Santé. Le Mexique et la Colombie ont enregistré une croissance organique d'environ +10%. Au 1^{er} semestre 2024, la marge d'EBITDA ajusté est en hausse de +20pb par rapport au 1^{er} semestre 2023, à 34,7%, tirée par les gains de productivité.

Europe du Sud

Le chiffre d'affaires de la région est en amélioration de +8,7% au 1^{er} semestre 2024 (+6,6% en organique), tirée par le dynamisme de l'activité Hôtellerie-Restauration. En Industrie, Commerce & Services, le développement de l'externalisation se poursuit et nous enregistrons de nombreuses signatures de nouveaux contrats. Tous les pays de la région sont bien orientés, en particulier le Portugal où la croissance organique est proche de +9%. Enfin, les acquisitions réalisées en 2023 en Italie et en Espagne sur le marché du Pest Control contribuent pour +2,1% à la croissance totale du semestre. De meilleures conditions d'achat de l'énergie, ainsi que la réalisation de nouveaux gains de productivité, permettent une amélioration de +250pb de la marge d'EBITDA ajusté du 1^{er} semestre 2024, à 31,9%.

Tableau de passage de l'EBITDA ajusté au résultat net

En millions d'euros	S1 2024 publié	S1 2023 retraité ¹	Var.
EBITDA ajusté	774,3	698,1	+10,9%
En % du chiffre d'affaires	34,5%	33,2%	+120pb
Dotations aux amortissements	(430,6)	(381,7)	
EBIT ajusté	343,6	316,4	+8,6%
En % du chiffre d'affaires	15,3%	15,1%	+20pb
Frais financiers divers	(1,0)	(0,9)	
Autres produits et charges opérationnels (non courant)	(40,8)	(21,5)	
Charges sur paiements en actions	(12,5)	(10,3)	
Dotation aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'en- treprises	(41,8)	(41,6)	
Résultat opérationnel	247,6	242,2	+2,3%
Résultat financier net	(66,5)	(56,9)	
Charge d'impôt	(62,0)	(46,6)	
Résultat des activités poursuivies	119,1	138,6	-14,1%
Résultat net	119,1	138,6	-14,1%

¹ : Une réconciliation est présentée à la note 1.6. des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport.
Les taux de marge et les variations sont calculés sur la base des valeurs exactes.

EBIT ajusté

En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBIT ajusté est en hausse de +20pb au 1^{er} semestre 2024. Les dotations aux amortissements retrouvent un niveau normatif à 19,2%, contre 18,2% au 1^{er} semestre 2023 (le niveau d'amortissement en 2023 était plus bas que la normale en lien avec la baisse des investissements linge pendant la pandémie).

Résultat opérationnel

- Les principaux éléments entre l'EBIT ajusté et le résultat opérationnel sont :
- > Les autres produits et charges opérationnels, en forte augmentation, tirés notamment par la réévaluation du complément de prix de l'acquisition réalisée au Mexique en 2022, les perspectives financières du groupe acquis ayant été une nouvelle fois revues à la hausse.
 - > Les charges sur plans d'actions gratuites qui correspondent au traitement comptable prévu par la norme IFRS 2. Elles sont en augmentation par rapport au 1^{er} semestre 2023 à 12,5 millions d'euros, en lien avec la hausse du cours de l'action sur les trois derniers exercices.
 - > L'amortissement des incorporels lié aux acquisitions passées, relativement stable puisque l'essentiel provient de l'acquisition de Berendsen en 2017.

Résultat financier net

Au 1^{er} semestre 2024, la charge financière nette est de 66,5 millions d'euros. Elle est en augmentation de 9,6 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2023, du fait de l'augmentation de la charge d'intérêts en lien avec les refinancements récents.

Charge d'impôt

Au 1^{er} semestre 2024, la charge d'impôt s'élève à 62,0 millions d'euros, en augmentation de 15,4 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2023. La base 2023 était en effet tronquée en raison de l'utilisation de pertes fiscales reportables en Espagne et au Royaume-Uni.

Résultat net

Le résultat net ressort en baisse de -14,1% au 1^{er} semestre 2024, à 119,1 millions d'euros contre 138,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2023. La forte hausse de l'EBITDA (+76m€) est en effet compensée par la normalisation des amortissements (-49m€), la hausse des frais financiers (-10m€), les compléments de

prix (-19m€) et l'effet de base de l'impôt (-16m€). Ces effets devraient toutefois s'estomper sur l'année complète et nous prévoyons une forte hausse du résultat net en 2024.

Tableau de passage du résultat net au résultat net courant

En millions d'euros	S1 2024 publié	S1 2023 retraité ¹	Var.
Résultat net	119,1	138,6	-14,1%
Dotation aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	41,8	41,3	
Charge IFRS 2	12,5	10,3	
Charge de désactualisation du complément de prix de l'acquisition réalisée au Mexique	7,8	5,1	
Autres produits et charges exceptionnels	40,8	21,5	
Effet impôt	(13,2)	(10,0)	
Résultat net courant	208,7	206,8	+0,9%
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,0)	(0,0)	
Résultat net courant attribuable aux actionnaires de la société mère (A)	208,7	206,8	+0,9%
Intérêts financiers liés aux obligations convertibles (B)	6,5	8,1	
Résultat net courant attribuable aux actionnaires de la société mère, ajusté pour l'effet de la dilution	215,3	215,0	+0,1%
Nombre d'actions, de base (C)	235,8	232,6	
Nombre d'actions, dilué (D)	259,5	263,4	
Résultat net courant par action (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère = A/C	0,89	0,89	-0,4%
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère = (A-B)/C	0,83	0,82	+1,6%

¹ : Une réconciliation est présentée à la note 1.6. des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport.

Le résultat net courant ressort à 208,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024, en hausse de +0,9% par rapport au 1^{er} semestre 2023. Le résultat net courant par action est en hausse de +1,6% à 0,83€ (nombre d'actions sur une base diluée).

Tableau de flux de trésorerie

En millions d'euros	S1 2024 publié	S1 2023 retraité ¹
EBITDA ajusté	774,3	698,1
Annulation des (plus) ou moins-values de cessions d'immobilisations et des variations de provisions	2,0	1,2
Eléments exceptionnels monétaires figurant en autres produits et charges opérationnels	(11,5)	(6,6)
Charges IFRS 2 (contributions sociales)	(1,7)	(1,8)
Frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel)	(1,0)	(0,9)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	762,1	689,9
Investissements nets	(430,5)	(414,1)
Variation du besoin en fonds de roulement	(77,5)	(85,9)
Intérêts financiers nets versés (y compris intérêts sur passifs locatifs)	(71,6)	(63,7)
Impôts versés	(64,6)	(56,5)
Paiement des passifs locatifs – principal	(62,6)	(52,9)
Free cash-flow (après paiement des passifs locatifs)	55,5	16,9
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(134,0)	(61,5)
Autres variations provenant des sociétés acquises/cédées	(18,8)	(1,8)
Autres flux liés aux opérations de financement	3,8	(4,0)
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice	(101,3)	(61,7)
Augmentation de capital, actions propres	(2,1)	0,5
Autres	(9,6)	2,2
Diminution de l'endettement net	(206,5)	(109,5)
	30 juin 2024	31 déc 2023
Endettement financier net	3 231,9	3 025,4

¹ : Une réconciliation est présentée à la note 1.6. des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport.

Investissements nets

Au 1^{er} semestre 2024, les investissements nets du Groupe augmentent d'environ 16m€ par rapport au 1^{er} semestre 2023. En pourcentage du chiffre d'affaires, le ratio ressort à 19,2% du chiffre d'affaires (contre 19,7% au 30 juin 2023), en ligne avec le ratio attendu pour l'année.

Variation du besoin en fonds de roulement

Au 1^{er} semestre 2024, l'effet calendaire (samedi 29 juin, dimanche 30 juin) a eu un impact fortement négatif sur la variation du besoin en fonds de roulement, à c. -77 millions d'euros. Le ratio d'encaissement clients est très bon, même s'il s'est légèrement dégradé au 30 juin 2024, à 55 jours contre 54 jours au 30 juin 2023.

Free cash-flow

Au 1^{er} semestre 2024, le Groupe délivre un free cash-flow (après paiement des passifs locatifs) de 55,5 millions d'euros, en amélioration de 38,6 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2023. Ce montant est en ligne avec l'objectif annuel, le 2^{ème} semestre représentant historiquement près de la totalité du free cash-flow annuel.

Endettement financier net et financement

L'endettement net du Groupe au 30 juin 2024 est de 3 231,9 millions d'euros, contre 3 025,4 millions d'euros au 31 décembre 2023 et 3 275,4 millions d'euros au 30 juin 2023. Le levier d'endettement financier s'élève à 2,06x au 30 juin 2024, contre 2,04x au 31 décembre 2023 et 2,36x au 30 juin 2023.

Le 14 mars 2024, Elis a placé, dans le cadre de son programme EMTN (*Euro Medium Term Notes*), un montant en principal de 400m€ d'obligations seniors non garanties (*senior unsecured*), dont la maturité est de 6 ans et offrant un coupon fixe annuel de 3,75%.

Distribution au titre de l'exercice 2023

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 23 mai 2024 a approuvé la distribution d'un dividende au titre de l'exercice 2023 de 0,43€ par action en numéraire. Cette distribution a été effectuée le 29 mai 2024 pour un montant total de 101 millions d'euros.

1.4 Révision à la hausse des perspectives annuelles de croissance organique et de marge d'EBITDA

- > Croissance organique du chiffre d'affaires 2024 désormais attendue entre +5,2% et +5,5% (précédemment attendue à environ +5%)
- > Marge d'EBITDA ajusté désormais attendue entre 35,2% et 35,5% (précédemment attendue proche de 35%)
- > Marge d'EBIT ajusté toujours attendue stable par rapport à 2023, à environ 16%
- > Résultat net courant par action toujours attendu au-dessus de 1,75€ sur une base diluée
- > Free cash-flow toujours attendu à environ 340m€
- > Levier d'endettement financier au 31 décembre 2024 toujours attendu en baisse de 0,2x par rapport au 31 décembre 2023

1.5 Définitions financières

- > La croissance organique du chiffre d'affaires (produits de l'activité ordinaire) du Groupe est calculée en excluant (i) les effets des changements de périmètre de consolidation des « acquisitions importantes » et des « cessions importantes » (telles que définies dans le Document de Base) réalisées pendant chacune des périodes comparées ainsi que (ii) l'effet de la variation des taux de change.
- > L'EBITDA ajusté est défini comme l'EBIT ajusté, avant dotations aux amortissements nets de la quote-part de subvention virée au compte de résultat.
- > La marge d'EBITDA ajusté est définie comme l'EBITDA ajusté divisé par le chiffre d'affaires.
- > L'EBIT ajusté est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des relations clientèle, perte de valeur sur le goodwill, autres produits et charges opérationnels, frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel) et charges IFRS 2 (paiements fondés sur des actions).
- > La marge d'EBIT ajusté est définie comme l'EBIT ajusté divisé par le chiffre d'affaires.
- > Le résultat net courant correspond au résultat net en excluant les éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à la performance courante du Groupe.
- > Le free cash-flow est défini comme l'EBITDA ajusté moins ses éléments non-cash et diminué de la variation de besoin en fonds de roulement, des achats de linge, des investissements industriels (nets des cessions), de l'impôt payé, des intérêts financiers payés et des paiements des passifs locatifs.
- > Le levier d'endettement financier correspond au covenant financier tel que défini dans le contrat de financement bancaire signé en 2021 : $\text{leverage ratio} = \text{endettement financier net} / \text{EBITDA ajusté pro forma des acquisitions finalisées au cours des 12 derniers mois et après synergies}$.

1.6 Facteurs de risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2024 sont ceux détaillés aux chapitres 3 et 4 du document d'enregistrement universel 2023, aux sections respectivement 3.6.1 « Déclaration de performance extra-financière (DPEF) » (pages 208 à 211)

et 4.1 « Facteurs de risques » (pages 225 à 248). Sous réserve de ce qui figure ci-après et de la mise à jour des litiges figurant à la note 7.2 des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport, ces facteurs de risque demeurent applicables à la date du présent rapport. Le Groupe réalisant, à la fin du premier semestre 2024, 30 % de son chiffre d'affaires en France, l'évolution de la situation politique française sur le deuxième semestre peut avoir un impact sur les résultats de ce dernier. À date, les indicateurs restent dans la bonne direction et le Groupe continue de déployer sa stratégie de prix et de gain de productivité dans divers secteurs.

D'autre part dans un environnement marqué par le conflit militaire en cours à la date du présent rapport entre la Russie et l'Ukraine, la Société ne déplore pas de répercussion défavorable importante sur son activité, en raison principalement d'une exposition limitée à la Russie (le Groupe réalise en Russie un chiffre d'affaires d'environ 20 millions d'euros sur une base annuelle et n'a pas d'activité en Ukraine).

La Société continue de suivre de près l'évolution de la situation et a mis en place l'organisation nécessaire au respect des sanctions internationales et mesures de contrôle des exportations prononcées par nombre de pays et d'organisations, dont l'Union Européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis.

1.7 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 5.3 « Rémunération des dirigeants » des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport.

1.8 Évolution de la gouvernance

Le 23 mai 2024, s'est tenue l'assemblée générale annuelle d'Elis au cours de laquelle les actionnaires ont approuvé :

- > le renouvellement du mandat de deux membres du conseil de surveillance, Amy Flikerski et Fabrice Barthélémy, pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera appelée à délibérer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2027 ;
- > la ratification de la nomination de BW Gestão de Investimentos Ltda en qualité de membre du conseil de surveillance, intervenue le 14 décembre 2023, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, Magali Chessé, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera appelée à délibérer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2026. BW Gestão de Investimentos Ltda est représentée par Cécile Helme-Guizon.

Au 30 juin 2024, la composition du conseil de surveillance d'Elis est de 12 membres dont 8 membres indépendants, 5 femmes et 2 représentants des salariés. Par ailleurs, le conseil de surveillance dispose également d'un censeur depuis 2023.

1.9 Informations concernant le capital social

1.9.1 Répartition du capital social et actionnariat

Sur la base des déclarations légales établissant une participation supérieure à 5 % du capital ou des droits de vote, et des déclarations des personnes liées au Groupe, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante au 30 juin 2024 :

Actionnaires	30/06/2024					
	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% du capital	% des droits de vote théoriques	% des droits de vote exerçables
Canada Pension Plan Investment Board (*)	28 109 795	55 434 304	55 434 304	11,93%	20,76%	20,78%
Brasil Warrant Administração de Bens e Empresas "BWSA" (Kaon E) (*)	23 039 240	23 039 240	23 039 240	9,78%	8,63%	8,64%
Fonds LAC I SLP(*) (**)	12 747 238	12 747 238	12 747 238	5,41%	4,77%	4,78%
Flottant, dont :	171 671 544	175 741 994	175 573 733	72,88%	65,83%	65,81%
> Dirigeants et salariés (a)	7 138 105	12 220 615	12 220 615	3,03%	4,58%	4,58%
> Actions auto-détenues (b)	168 261	168 261	0	0,07%	0,06%	0%
Total	235 567 817	266 962 776	266 794 515	100%	100%	100%

(*) en ce compris les actions détenues par le(s) représentant(s) de l'actionnaire au conseil de surveillance.

(**) BWSA agissant par l'intermédiaire de Kaon E, un compartiment de Kaon Investment Fund ICAV, un véhicule irlandais de gestion collective d'actifs, géré par la filiale brésilienne à 99,96% de BWSA, BW Gestão de Investimentos Ltda (BWGI), elle-même membre du conseil de surveillance. BWGI détient directement 500 actions Elis.

(***) sur la base de la déclaration de franchissement de seuil en droits de vote de 5% à la baisse en date du 17 juin 2024. Le fonds Lac I SLP est géré par Bpifrance Investissement, membre du conseil de surveillance. Bpifrance Investissement détient directement 500 actions Elis.

(a) dont 2 276 877 détenues par les salariés (y compris membres du directoire salariés) via le FCPE « Elis for All », 529 288 détenues directement par des salariés de filiales étrangères dans le cadre de "Elis for All" et 3 577 386 détenues par les salariés au titre des règlements de plans d'actions de performance mis en œuvre par la Société pour lesquels la période d'acquisition est close (soit une participation salariés (y compris membres du directoire salariés) de 2,75% du capital social au 30 juin 2024 en application de l'article L.225-102 du Code de commerce).

(b) ces actions sont détenues exclusivement dans le cadre du contrat de liquidité. Elles sont dépourvues de droit de vote.

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient au 30 juin 2024 directement ou indirectement, 5 % ou plus du capital social et des droits de vote de la Société.

La dernière répartition connue du capital de la Société est tenue à jour sur le site Internet du Groupe à l'adresse www.elis.com.

1.9.2 Franchissements de seuils de participation

La société Bpifrance Investissement, agissant pour le compte de la société de libre partenariat LAC I SLP dont elle assure la gestion, a déclaré à l'AMF avoir franchi le 17 juin 2024, à la baisse, le seuil de 5% des droits de vote de la société Elis et détenir, pour le compte de LAC I SLP, 12 747 238 actions, soit 5,41% du capital et 4,77% des droits de vote de cette société (déclaration auprès de l'AMF n°224C0932).

Aucun autre franchissement de seuil de 5% du capital n'a été déclaré à l'AMF.

1.9.3 Actions nouvelles potentielles

Au 30 juin 2024, les titres donnant accès au capital de la Société sont :

- > les actions de performance attribuées par la Société (voir note 5.2 des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport), soit 3 048 409 droits susceptibles de donner lieu à l'émission de 3 048 409 actions nouvelles ;
- > les 3 800 obligations Océane (échéance 22/09/2029) émises par la Société représentent 22 906 780 actions sous-jacentes. Le nombre d'actions tient compte du dernier ajustement du ratio de conversion fixé à 6,028,1 002 actions par obligation, intervenu le 29 mai 2024 corrélativement à la distribution du dividende au titre de l'exercice 2023. Ainsi, le nouveau « cours de conversion » des Océane 2029 s'établit à 16,60 euros, soit une valeur inférieure au cours de bourse au 30 juin 2024 (voir note 10.2 des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport).

L'effet potentiellement dilutif global de ces instruments était ainsi d'environ 11,02 % du capital social au 30 juin 2024.

1.10 Évènements postérieurs à l'arrêté des comptes semestriels

Aucun autre évènement n'est survenu postérieurement à l'arrêté des comptes semestriels consolidés condensés.

02

Comptes semestriels consolidés condensés

(Non audités)

2.1 État du résultat net consolidé intermédiaire pour les 6 premiers mois de l'année

(en millions d'euros)	Notes	2024	2023 retraité*
Produits de l'activité ordinaire	3.1/3.3	2 246,7	2 101,3
Coût du linge, des appareils et des autres consommables		(356,7)	(308,0)
Coûts de traitement		(834,0)	(809,3)
Coûts de distribution		(333,7)	(307,4)
Marge brute		722,3	676,6
Frais de vente, généraux et administratifs		(386,4)	(370,7)
Pertes de valeur nettes sur créances clients et autres créances		(5,6)	(0,7)
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	4.1	(41,8)	(41,6)
Autres produits et charges opérationnels	4.2	(40,8)	(21,5)
Résultat opérationnel	3.2	247,6	242,2
Résultat financier net	8.1	(66,5)	(56,9)
Résultat avant impôt		181,1	185,2
Charge d'impôt	9	(62,0)	(46,6)
Résultat des activités poursuivies		119,1	138,6
Résultat des activités abandonnées, net d'impôt		0,0	0,0
Résultat net		119,1	138,6
Attribuable aux :			
actionnaires de la société mère		119,1	138,6
participations ne donnant pas le contrôle		(0,0)	(0,0)
Résultat par action (en euros) :			
de base, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,51	€0,60
dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,48	€0,56
Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :			
de base, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,51	€0,60
dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,48	€0,56

(*) Voir note 1.6.

2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire pour les 6 premiers mois de l'année

(en millions d'euros)	Notes	2024	2023 retraité*
Résultat net		119,1	138,6
Profits/(pertes) sur couvertures de flux de trésorerie, avant impôt		2,7	2,2
Reclassement de la réserve de couverture de flux de trésorerie en compte de résultat		0,0	0,0
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie, avant impôt		2,7	2,2
Effets d'impôt		(0,7)	(0,6)
Variation nette du coût de la couverture, avant impôt		0,3	(9,8)
Effets d'impôt		(0,1)	2,5
Effets des variations des cours des monnaies étrangères - écarts de change nets		(74,0)	28,1
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		(71,7)	22,4
Gains/(pertes) actuariels sur plans à prestations définies, avant impôts		(6,9)	(11,9)
Effets d'impôt		2,1	(0,1)
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		(4,8)	(12,0)
Total des autres éléments du résultat global		(76,5)	10,4
Résultat global		42,6	149,0
Attribuable aux :			
actionnaires de la société mère		42,6	149,0
participations ne donnant pas le contrôle		(0,0)	(0,0)

(*) Voir note 1.6.

2.3 État de la situation financière consolidé intermédiaire – actif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2024	31/12/2023 retraité*
Goodwill	6.1	3 965,8	3 982,9
Immobilisations incorporelles	6.2	657,3	702,6
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	6.4	535,9	513,2
Immobilisations corporelles	6.5	2 282,1	2 210,7
Autres participations		0,1	0,1
Autres actifs non courants		70,7	66,2
Actifs d'impôt différé		43,4	46,9
Actifs liés aux avantages du personnel		4,1	12,3
Total des actifs non courants		7 559,2	7 534,9
Stocks		186,6	185,6
Actifs sur contrats		53,8	51,9
Clients et autres débiteurs		908,6	823,6
Actifs d'impôt exigible		29,6	24,5
Autres actifs		23,2	19,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.3	420,7	665,3
Actifs détenus en vue de la vente		0,0	0,0
Total des actifs courants		1 622,6	1 770,1
Total actif		9 181,8	9 305,0

(*) Voir note 1.6.

2.4 État de la situation financière consolidée intermédiaire - passif et capitaux propres

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2024	31/12/2023 retraité*
Capital émis	10.1	235,6	234,0
Primes liées au capital	10.1	2 476,1	2 477,7
Réserve sur actions propres		(2,8)	(0,7)
Autres réserves		(360,8)	(289,1)
Résultats accumulés non distribués		1 077,7	1 053,4
Capitaux propres - part du groupe		3 425,7	3 475,3
Participation ne donnant pas le contrôle		(0,0)	0,7
Capitaux propres		3 425,7	3 476,1
Provisions	7.1	90,8	94,0
Passifs liés aux avantages du personnel		86,9	90,7
Emprunts et dettes financières	8.2/8.4	2 637,1	2 717,5
Passifs d'impôt différé		289,6	295,6
Passifs locatifs	6.4	447,5	430,4
Autres passifs non courants		21,4	58,0
Total des passifs non courants		3 573,3	3 686,1
Provisions - part à moins d'un an	7.1	15,0	17,1
Dettes d'impôt exigible		32,0	24,3
Fournisseurs et autres créditeurs		385,4	404,7
Passifs sur contrats		87,6	83,7
Passifs locatifs - part à moins d'un an	6.4	115,3	107,5
Autres passifs		531,9	532,4
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	8.2/8.4	1 015,5	973,2
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente		0,0	0,0
Total des passifs courants		2 182,8	2 142,8
Total passif et capitaux propres		9 181,8	9 305,0

(*) Voir note 1.6.

2.5 État des flux de trésorerie consolidés intermédiaires pour les 6 premiers mois de l'année

(en millions d'euros)	Notes	2024	2023 retraité*
Résultat net		119,1	138,6
Charge d'impôt	9	62,0	46,6
Résultat financier net	8.1	66,5	56,9
Résultat opérationnel		247,6	242,2
Paielements en actions		10,7	8,4
Dotations nettes aux amortissements et provisions	4.1	470,3	422,7
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	4.1	(0,3)	(0,3)
Plus et moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		1,6	1,0
Ajustements de compléments de prix et autres éléments sans impact sur la trésorerie		32,0	15,9
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		762,1	689,9
Variation des stocks		0,4	(2,8)
Variation des clients, autres débiteurs et actifs sur contrats		(86,9)	(93,4)
Variation des autres actifs		(3,3)	(4,4)
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs		(12,0)	(30,2)
Variation des passifs sur contrats et autres passifs		29,1	49,5
Variation des autres postes		(2,4)	(1,9)
Avantages du personnel		(2,3)	(2,7)
Impôts versés		(64,6)	(56,5)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		620,1	547,5
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		(10,9)	(13,4)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles		0,0	(0,0)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		(425,3)	(402,9)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles		4,9	2,0
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	2.1	(134,0)	(61,5)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		0,0	0,0
Variation des prêts et avances consentis		0,3	0,2
Dividendes reçus		0,0	0,0
Subventions d'investissement		0,8	0,2
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(564,2)	(475,4)
Augmentation de capital		(0,0)	0,0
Actions propres		(2,1)	0,5
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice		(101,3)	(61,7)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	8.2	882,8	624,2
Remboursements d'emprunts	8.2	(942,5)	(400,5)
Paielements de passifs locatifs - principal	6.4	(62,6)	(52,9)
Intérêts financiers nets versés (y compris intérêts sur passifs locatifs)		(71,6)	(63,7)
Autres flux liés aux opérations de financement		3,8	(4,0)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(293,4)	41,9
Variation de trésorerie		(237,5)	113,9
Trésorerie à l'ouverture		664,8	286,1
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie		(6,6)	3,8
Trésorerie à la clôture		420,6	403,8

(*) Voir note 1.6.

2.6 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2024

(en millions d'euros)	Note	Capital émis	Primes liées au capital	Réserve sur actions propres	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de coût de couverture	Réserves de conversion	Composante « capitaux propres » des obligations convertibles	Réserve légale	Résultats accumulés non distribués	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023, retraité*		234,0	2 477,7	(0,7)	(2,4)	(9,5)	(335,8)	35,3	23,4	1 053,4	3 475,3	0,7	3 476,1
Augmentations de capital en numéraire	10.1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,0)	(0,0)	0,0	(0,0)
Distributions aux actionnaires	10.2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(101,3)	(101,3)	0,0	(101,3)
Émission/remboursement de titres convertibles		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements en actions		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,7	10,7	0,0	10,7
Mouvements sur actions propres		0,0	0,0	(2,1)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(2,1)	0,0	(2,1)
Acquisition de minoritaires sans changement du contrôle		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	(0,7)	(0,3)
Acquisitions de filiales - minoritaires		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres variations	10.1	1,6	(1,6)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat net		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	119,1	119,1	(0,0)	119,1
Autres éléments du résultat global		0,0	0,0	0,0	2,0	0,2	(74,0)	0,0	0,0	(4,8)	(76,5)	0,0	(76,5)
Résultat global		0,0	0,0	0,0	2,0	0,2	(74,0)	0,0	0,0	114,3	42,6	(0,0)	42,6
Solde au 30 juin 2024		235,6	2 476,1	(2,8)	(0,4)	(9,3)	(409,8)	35,3	23,4	1 077,7	3 425,7	(0,0)	3 425,7

(*) Voir note 1.6.

2.7 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2023

(en millions d'euros)	Note	Capital émis	Primes liées au capital	Réserve sur actions propres	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de coût de couverture	Réserves de conversion	Composante « capitaux propres » des obligations convertibles	Réserve légale	Résultats accumulés non distribués	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022		230,1	2 440,9	(1,7)	(3,6)	6,8	(404,5)	54,2	23,0	866,2	3 211,5	0,8	3 212,3
Augmentations de capital en numéraire		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Distributions aux actionnaires		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(61,7)	(61,7)	0,0	(61,7)
Émission/remboursement de titres convertibles		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Palements en actions		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,4	8,4	0,0	8,4
Mouvements sur actions propres		0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5
Acquisition de minoritaires sans changement du contrôle		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,0)	(0,0)	0,0	(0,0)
Acquisitions de filiales - minoritaires		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres variations		2,6	30,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	(33,1)	(0,0)	0,0	(0,0)
Résultat net		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	138,6	138,6	(0,0)	138,6
Autres éléments du résultat global		0,0	0,0	0,0	1,6	(7,3)	28,1	0,0	0,0	(12,0)	10,4	0,0	10,4
Résultat global		0,0	0,0	0,0	1,6	(7,3)	28,1	0,0	0,0	126,6	149,0	(0,0)	149,0
Solde au 30 juin 2023 retraité*		232,7	2 471,2	(1,2)	(2,0)	(0,5)	(376,4)	54,2	23,3	906,4	3 307,7	0,8	3 308,4

(*) Voir note 1.6.

2.8 Notes explicatives

Elis est un prestataire multi-services international, qui fournit des solutions de location-entretien d'articles textiles, d'hygiène et de bien-être, présent en Europe et en Amérique latine. Le Groupe livre des centaines de milliers de clients de toutes tailles dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, de la santé, de l'industrie, du commerce et des services.

Elis est une société anonyme de droit français à directoire et conseil de surveillance, cotée sur le marché Euronext à Paris, dont le siège social est situé au 5, boulevard Louis-Loucheur, 92210 Saint-Cloud, France.

Les présents comptes semestriels consolidés condensés ont été arrêtés par le directoire le 24 juillet 2024 et ont fait l'objet d'un examen par le comité d'audit et par le conseil de surveillance d'Elis le même jour. Ils ont par ailleurs fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

NOTE 1 Méthodes et principes comptables

1.1 Base de préparation

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Elis comprennent les comptes d'Elis et de ses filiales.

Le groupe Elis (ou le Groupe) désigne la société Elis (ou la Société), société mère du groupe Elis et les sociétés qu'elle contrôle et qui sont consolidées.

Ces comptes sont établis selon le principe de continuité d'exploitation, et selon la convention du coût historique à l'exception principalement :

- > des instruments financiers dérivés et des actifs compensatoires, passifs éventuels et passifs financiers représentatifs d'un ajustement de prix, reconnus dans un regroupement d'entreprises, qui sont évalués à la juste valeur ;

- > des passifs (actifs) liés aux avantages du personnel, qui sont évalués à la juste valeur des actifs des plans à laquelle est retranchée la valeur actuelle des obligations à prestations définies, tels que limités par la norme IAS 19 ;
- > des actifs détenus en vue de la vente, qui sont évalués au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de cession.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, sauf mention contraire.

1.2 Référentiel appliqué

Les comptes semestriels consolidés condensés d'Elis pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas l'intégralité de l'information requise par le référentiel IFRS pour des comptes annuels et doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2023 et avec les comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2023

1.3 Impact des nouveaux textes

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, à l'exception des normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire au 1^{er} janvier 2024.

Le Groupe n'a pas identifié d'impact des nouveaux textes d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2024.

1.4 Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des comptes semestriels consolidés condensés requiert du management, de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ces futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Pour la préparation des présents comptes semestriels consolidés condensés, les jugements exercés par le management dans l'application des principes comptables du Groupe et les principales estimations sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2023, à l'exception :

- > de l'estimation réalisée pour la comptabilisation de la charge intermédiaire d'impôt, tel que décrit à la note 9 « Impôts sur les résultats » ;
- > de la CVAE et de la participation des salariés prises en compte dans les résultats des entités françaises du Groupe, qui sont provisionnées à 50 % de la charge annuelle estimée ;
- > des engagements de retraite qui n'ont pas fait l'objet de nouvelles évaluations actuarielles dans le cadre des comptes semestriels consolidés condensés. La charge de retraite pour la période représente 50 % de la charge estimée pour 2024 sur la base des données retenues au 31 décembre 2023, extrapolée des variations significatives des hypothèses (variation des taux d'actualisation et d'inflation) et de la réforme des retraites en France.

1.5 Produits perçus de façon saisonnière

Les produits des activités ordinaires, le résultat opérationnel avant autres produits et charges opérationnels et tous les indicateurs opérationnels sont peu sujets aux fluctuations saisonnières, à l'exception de l'activité touristique et des congés d'été qui impactent l'activité de certains centres. De plus, l'impact de la saisonnalité varie selon les pays dans lesquels le Groupe réalise ses opérations.

Par conséquent, les résultats semestriels pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024 ne reflètent pas forcément ce que seront les résultats pour la totalité de l'année 2024.

1.6 Retraitements des informations financières des exercices antérieurs

Les tableaux suivants présentent les ajustements liés aux regroupements d'entreprises antérieurs par rapport au compte de résultat au 30 juin 2023 inclus dans les comptes semestriels consolidés condensés et aux états financiers au 31 décembre 2023 antérieurement publiés.

IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »

La norme IFRS 3 impose de retraiter rétrospectivement les périodes antérieurement publiées dans les cas de regroupements d'entreprises (comptabilisation du montant définitif de la juste valeur des actifs acquis ainsi que des passifs et passifs éventuels assumés lorsque cette juste valeur avait été déterminée de manière provisoire à la clôture précédente).

Les principaux ajustements par rapport aux comptes consolidés antérieurement publiés concernent :

- > le compte de résultat du 1^{er} semestre 2023. En effet, la comptabilisation initiale de plusieurs regroupements d'entreprises était inachevée en juillet 2023, au moment de l'arrêt des comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2023 : en particulier, les valorisations de certaines relations clientèle n'ont été finalisées qu'au second semestre 2023. Ces évaluations ont été réalisées avec la méthode des surprofits.

- > le bilan du 31 décembre 2023. De même, comme mentionnée à la note 2.4 « Évolutions du périmètre de consolidation » des comptes consolidés 2023, compte tenu des récentes acquisitions, la comptabilisation initiale des regroupements d'entreprises acquises au cours des 12 derniers mois était inachevée et les montants de juste valeur n'étaient déterminés qu'à titre provisoire. Les retraitements sont principalement liés à l'affectation du goodwill des acquisitions réalisées de mai à décembre 2023 : reconnaissance des relations clientèle, selon la méthode des surprofits.

1.6.1 État du résultat net consolidé intermédiaire

(en millions d'euros)	2023 publié	IFRS 3	2023 retraité
Produits de l'activité ordinaire	2 101,3	0,0	2 101,3
Coût du linge, des appareils et des autres consommables	(308,0)	0,0	(308,0)
Coûts de traitement	(809,3)	0,0	(809,3)
Coûts de distribution	(307,4)	0,0	(307,4)
Marge brute	676,6	0,0	676,6
Frais de vente, généraux et administratifs	(370,7)	0,0	(370,7)
Pertes de valeur nettes sur créances clients et autres créances	(0,7)	0,0	(0,7)
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(41,3)	(0,3)	(41,6)
Autres produits et charges opérationnels	(21,5)	0,0	(21,5)
Résultat opérationnel	242,4	(0,3)	242,2
Résultat financier net	(56,9)	0,0	(56,9)
Résultat avant impôt	185,5	(0,3)	185,2
Charge d'impôt	(46,7)	0,1	(46,6)
Résultat des activités poursuivies	138,8	(0,2)	138,6
Résultat des activités abandonnées, net d'impôt	0,0	0,0	0,0
Résultat net	138,8	(0,2)	138,6
Attribuable aux :			
actionnaires de la société mère	138,8	(0,2)	138,6
participations ne donnant pas le contrôle	(0,0)	0,0	(0,0)
Résultat par action (en euros) :			
de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,60		€0,60
dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,56		€0,56
Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :			
de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,60		€0,60
dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,56		€0,56

1.6.2 État du résultat global consolidé intermédiaire

(en millions d'euros)	2023 publié	IFRS 3	2023 retraité
Résultat net	138,8	(0,2)	138,6
Profits/(pertes) sur couvertures de flux de trésorerie, avant impôt	2,2		2,2
Reclassement de la réserve de couverture de flux de trésorerie en compte de résultat	0,0		0,0
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie, avant impôt	2,2	0,0	2,2
Effets d'impôt	(0,6)		(0,6)
Variation nette du coût de la couverture, avant impôt	(9,8)		(9,8)
Effets d'impôt	2,5		2,5
Effets des variations des cours des monnaies étrangères - écarts de change nets	28,1	0,0	28,1
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net	22,4	0,0	22,4
Gains/(pertes) actuariels sur plans à prestations définies, avant impôts	(11,9)		(11,9)
Effets d'impôt	(0,1)		(0,1)
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net	(12,0)	0,0	(12,0)
Total des autres éléments du résultat global	10,4	0,0	10,4
Résultat global	149,2	(0,2)	149,0
Attribuable aux :			
actionnaires de la société mère	149,3	(0,2)	149,0
participations ne donnant pas le contrôle	(0,0)	0,0	(0,0)

1.6.3 État de la situation financière consolidée – actif

(en millions d'euros)	31/12/2023 publié	IFRS 3 affectation à la date d'ac- quisition	IFRS 3 variation entre la date d'acquisition et la clôture	IFRS 3 écarts de change	31/12/2023 retraité
Goodwill	3 988,1	(5,2)	0,0	(0,0)	3 982,9
Immobilisations incorporelles	695,1	8,0	(0,5)	0,0	702,6
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	512,8	0,4	0,0	0,0	513,2
Immobilisations corporelles	2 210,8	(0,2)	0,0	0,0	2 210,7
Autres participations	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Autres actifs non courants	66,5	(0,2)	0,0	0,0	66,2
Actifs d'impôt différé	46,9	0,0	0,0	0,0	46,9
Actifs liés aux avantages du personnel	12,3	0,0	0,0	0,0	12,3
Total des actifs non courants	7 532,5	2,9	(0,5)	(0,0)	7 534,9
Stocks	185,6	(0,0)	0,0	0,0	185,6
Actifs sur contrats	51,9	(0,0)	0,0	0,0	51,9
Clients et autres débiteurs	823,4	0,2	0,0	0,0	823,6
Actifs d'impôt exigible	24,5	0,0	0,0	0,0	24,5
Autres actifs	19,3	(0,0)	0,0	0,0	19,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	665,1	0,2	0,0	0,0	665,3
Actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des actifs courants	1 769,7	0,3	0,0	0,0	1 770,1
Total actif	9 302,2	3,2	(0,5)	(0,0)	9 305,0

1.6.4 État de la situation financière consolidée - passif et capitaux propres

(en millions d'euros)	31/12/2023 publié	IFRS 3 affectation à la date d'ac- quisition	IFRS 3 variation entre la date d'acquisition et la clôture	IFRS 3 écarts de change	31/12/2023 retraité
Capital émis	234,0	0,0	0,0	0,0	234,0
Primes liées au capital	2 477,7	0,0	0,0	0,0	2 477,7
Réserve sur actions propres	(0,7)	0,0	0,0	0,0	(0,7)
Autres réserves	(289,1)	0,0	0,0	0,0	(289,1)
Résultats accumulés non distribués	1 053,8	(0,0)	(0,4)	0,0	1 053,4
Capitaux propres - part du groupe	3 475,7	(0,0)	(0,4)	0,0	3 475,3
Participation ne donnant pas le contrôle	0,7	0,0	0,0	0,0	0,7
Capitaux propres	3 476,4	(0,0)	(0,4)	0,0	3 476,1
Provisions	94,0	0,0	0,0	0,0	94,0
Passifs liés aux avantages du personnel	90,7	0,0	0,0	0,0	90,7
Emprunts et dettes financières	2 717,5	0,0	0,0	0,0	2 717,5
Passifs d'impôt différé	293,6	2,1	(0,1)	0,0	295,6
Passifs locatifs	430,0	0,3	0,0	0,0	430,4
Autres passifs non courants	57,9	0,1	0,0	(0,0)	58,0
Total des passifs non courants	3 683,6	2,6	(0,1)	(0,0)	3 686,1
Provisions - part à moins d'un an	17,1	0,0	0,0	0,0	17,1
Dettes d'impôt exigible	24,2	0,1	0,0	0,0	24,3
Fournisseurs et autres créditeurs	404,8	(0,0)	0,0	0,0	404,7
Passifs sur contrats	83,7	0,0	0,0	0,0	83,7
Passifs locatifs - part à moins d'un an	107,4	0,1	0,0	0,0	107,5
Autres passifs	531,9	0,4	0,0	(0,0)	532,4
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	973,1	0,0	0,0	0,0	973,2
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des passifs courants	2 142,2	0,6	0,0	(0,0)	2 142,8
Total passif et capitaux propres	9 302,2	3,2	(0,5)	(0,0)	9 305,0

1.6.5 État des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

(en millions d'euros)	2023 publié	IFRS 3	2023 retraité
Résultat net	138,8	(0,2)	138,6
Charge d'impôt	46,7	(0,1)	46,6
Résultat financier net	56,9	0,0	56,9
Résultat opérationnel	242,4	(0,3)	242,2
Paielements en actions	8,4		8,4
Dotations nettes aux amortissements et provisions	422,4	0,3	422,7
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	(0,3)		(0,3)
Plus et moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,0		1,0
Ajustements de compléments de prix et autres éléments sans impact sur la trésorerie	15,9	0,0	15,9
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	689,9	(0,0)	689,9
Variation des stocks	(2,8)		(2,8)
Variation des clients, autres débiteurs et actifs sur contrats	(93,4)		(93,4)
Variation des autres actifs	(4,4)		(4,4)
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs	(30,2)	0,0	(30,2)
Variation des passifs sur contrats et autres passifs	49,5		49,5
Variation des autres postes	(1,9)		(1,9)
Avantages du personnel	(2,7)		(2,7)
Impôts versés	(56,5)		(56,5)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	547,5	(0,0)	547,5
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(13,4)		(13,4)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles	(0,0)		(0,0)
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(402,9)	0,0	(402,9)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	2,0		2,0
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(61,7)	0,2	(61,5)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	0,0		0,0
Variation des prêts et avances consentis	0,2		0,2
Dividendes reçus	0,0		0,0
Subventions d'investissement	0,2		0,2
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(475,6)	0,2	(475,4)
Augmentation de capital	0,0		0,0
Actions propres	0,5		0,5
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice	(61,7)		(61,7)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	624,2		624,2
Remboursements d'emprunts	(400,5)		(400,5)
Paielements de passifs locatifs - principal	(52,9)	0,0	(52,9)
Intérêts financiers nets versés (y compris intérêts sur passifs locatifs)	(63,7)	0,0	(63,7)
Autres flux liés aux opérations de financement	(4,0)		(4,0)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	41,9	0,0	41,9
Variation de trésorerie	113,8	0,2	113,9
Trésorerie à l'ouverture	286,1		286,1
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie	3,8	0,0	3,8
Trésorerie à la clôture	403,6	0,2	403,8

2.1 Acquisitions réalisées au 1^{er} semestre 2024

Au cours du 1^{er} semestre, le Groupe a procédé aux acquisitions suivantes de sociétés ou d'actifs, pour lesquels le Groupe a conclu qu'il s'agissait de regroupements d'entreprises :

Acquisition importante

Elis a réalisé le 26 février 2024, l'acquisition aux Pays-Bas de 100% de « Moderna » (Moderna Holding BV et ses filiales Moderna Beheer BV, BLM Bilderdeek Linen Management BV, Moderna Horecatextiel BV, Stomerij Eindhoven BV, Moderna Stomerij BV, Moderna Bedrijfskleding BV et Moderna Direct BV). Moderna dispose d'une usine très moderne qui deviendra l'une des plus grandes usines d'Elis. Située dans la région Nord-Est du pays, proche de la frontière allemande, elle peut, grâce à deux centres de services, desservir l'ensemble du territoire néerlandais. Avec environ 400 employés, Moderna propose des services de linge plat, vêtements de travail et de solutions d'hygiène et de bien-être, à des clients du secteur de l'Hôtellerie-Resturation, de l'Industrie et du Commerce et des Services. Le chiffre d'affaires 2023 de la société est proche de 49,7 millions d'euros. Cette acquisition complètera le réseau existant d'Elis aux Pays-Bas, notamment sur le marché porteur du vêtement de travail, et permettra au Groupe d'adresser le marché du linge plat, sur lequel il n'opérait jusqu'alors pas.

Autres acquisitions

- > le 1^{er} février 2024 : 100% de la société Les tapis Boland SRL en Belgique (chiffre d'affaires d'environ 1,0 million d'euros, 7 employés) ;
- > le 13 mars 2024 : 100% de la société Los Carruajes de la Corona SA de CV au Mexique (chiffre d'affaires d'environ 1,1 million d'euros, 60 employés) ;
- > le 28 mars 2024 : 100% de la société Lavanderia Hibisco Ltda au Brésil (chiffre d'affaires d'environ 0,6 million d'euros, 40 employés) ;
- > le 28 juin 2024 : 100% de la société Ecob en Belgique (Pest control, chiffre d'affaires d'environ 1,5 million d'euros, 16 employés) ;

Ces acquisitions « bolt-on » contribuent à consolider la position du Groupe dans ces différents pays.

En janvier 2024, le Groupe a aussi acquis les 50% restants de participation dans la société Casbu SL en Espagne, donnant ainsi le contrôle à 100% de cette filiale.

Principales données sur ces transactions

Les actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition se détaillent comme suit :

	Juste valeur reconnue à la date d'acquisition	Moderna	Autres acquisitions
<i>(en millions d'euros)</i>			
Immobilisations incorporelles	1,5	0,8	0,7
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	6,0	3,9	2,1
Immobilisations corporelles	29,0	26,9	2,1
Stocks	3,2	3,1	0,0
Clients et autres débiteurs	9,6	8,6	1,0
Autres actifs	0,3	0,3	0,0
Trésorerie nette	0,5	0,0	0,5
Emprunts et dettes financières	(18,8)	(16,8)	(2,0)
Passifs d'impôt différés	(2,6)	(2,3)	(0,2)
Passifs locatifs	(5,8)	(3,9)	(1,9)
Dettes d'impôt exigible	(0,5)	(0,5)	0,0
Fournisseurs et autres créditeurs	(3,0)	(2,1)	(0,9)
Autres passifs	(4,5)	(4,2)	(0,3)
Total des actifs et passifs identifiés à la juste valeur*	14,9	13,9	1,0
Goodwill	28,3	21,4	6,9
Prix d'acquisition	43,2	35,3	7,9
Coûts connexes à l'acquisition	0,8	0,1	0,7

*Valeur provisoire, voir ci-après.

Au 30 juin 2024, compte tenu des récentes acquisitions, la comptabilisation initiale des regroupements d'entreprises acquises au cours des 12 derniers mois est inachevée et les montants ci-dessus ne sont donc déterminés qu'à titre provisoire.

Depuis leur acquisition, les sociétés acquises en 2024 ont contribué pour 18,7 millions d'euros au chiffre d'affaires, pour 4,8 millions d'euros à l'EBITDA ajusté, pour 2,4 millions d'euros au résultat opérationnel (avant amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprise) et pour 1,5 million d'euros au résultat net.

Si ces acquisitions avaient eu lieu au début de l'année 2024, les produits des activités ordinaires additionnels auraient été de 8,3 millions d'euros, l'EBITDA ajusté additionnel de 1,4 million d'euros, le résultat opérationnel complémentaire (avant amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprise) de 0,2 million d'euros et le résultat net additionnel aurait été de 0,1 million d'euros.

Goodwills résiduels

Les goodwills résiduels correspondent à des éléments non identifiables comme la valeur des personnels du Groupe ainsi que les synergies futures attendues de l'acquisition.

Flux de trésorerie liés aux acquisitions

(en millions d'euros)	2024	Moderna	Autres acquisitions
Trésorerie nette acquise avec les filiales	0,5	0,0	0,5
Sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition	(43,7)	(35,3)	(8,3)
Compléments de prix et paiements différés	(90,8)	(0,0)	(90,8)
Flux net de trésorerie	(134,0)	(35,3)	(98,7)

2.2 Financement

Programme EMTN

Le 14 mars 2024, Elis a placé, dans le cadre de son programme EMTN (*Euro Medium Term Notes*), un montant en principal de 400,0 millions d'euros d'obligations seniors non garanties (*senior unsecured*), dont la maturité est de 6 ans et offrant un coupon fixe annuel de 3,75%.

Le produit net de cette émission sera essentiellement dédié au refinancement de la souche obligataire d'un montant en principal de 500,0 millions d'euros dont la maturité est fixée au 3 avril 2025. Cette opération s'inscrit dans la continuité de la stratégie active de refinancement du Groupe et est en ligne avec la poursuite de son désendettement. Le placement de cette émission a été dirigé par huit banques : BBVA, BNP Paribas, Commerzbank, Deutsche Bank, HSBC, KBC, Natixis et Société Générale.

Notations financières

Par un communiqué publié le 13 mars 2024, l'agence de notation Morningstar DBRS a relevé la note de crédit long terme du Groupe, ainsi que sa note de crédit des financements EMTN à « BBB » (perspective stable).

NOTE 3 Information sectorielle relative aux 6 premiers mois de l'année

La définition des secteurs et les règles d'évaluation du résultat des secteurs sont homogènes avec celles retenues pour l'établissement des comptes annuels du dernier exercice clos.

3.1 Produits de l'activité ordinaire

2024

(en millions d'euros)	France	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Royaume-Uni & Irlande	Amérique latine	Europe du Sud	Éliminations et autres secteurs	Total
Clients externes	663,2	556,8	309,4	275,9	232,3	195,5	13,5	2 246,7
Inter-secteur	0,7	3,0	0,1	0,0	0,0	0,4	(4,2)	0,0
Produits de l'activité ordinaire du secteur	663,9	559,8	309,5	275,9	232,3	195,9	9,3	2 246,7

2023

(en millions d'euros)	France	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Royaume-Uni & Irlande	Amérique latine	Europe du Sud	Éliminations et autres secteurs	Total
Clients externes	640,3	497,3	300,1	257,3	213,7	179,9	12,6	2 101,3
Inter-secteur	2,5	2,7	0,1	0,1	0,0	0,3	(5,5)	0,0
Produits de l'activité ordinaire du secteur	642,8	500,0	300,2	257,4	213,7	180,2	7,0	2 101,3

3.2 Résultat

Indicateurs non définis par les normes IFRS

> L'EBIT ajusté est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises, perte de valeur sur le goodwill, autres produits et charges opérationnels, frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel) et charges IFRS 2 (paiements fondés sur des actions).

> L'EBITDA ajusté est défini comme l'EBIT ajusté, avant dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat.

2024

(en millions d'euros)	Notes	France	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Royaume-Uni & Irlande	Amérique latine	Europe du Sud	Éliminations et autres secteurs	Total
EBITDA ajusté		271,4	175,0	108,1	85,7	80,5	62,5	(9,0)	774,3
Marge d'EBITDA ajusté		40,9%	31,3%	34,9%	31,1%	34,7%	31,9%		34,5%
Dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat	4.1	(124,8)	(102,6)	(57,8)	(63,4)	(44,5)	(37,0)	(0,6)	(430,6)
EBIT ajusté		146,7	72,4	50,3	22,3	36,0	25,5	(9,6)	343,6
Marge d'EBIT ajusté		22,1%	12,9%	16,3%	8,1%	15,5%	13,0%		15,3%
Frais financiers divers									(1,0)
Autres produits et charges opérationnels	4.2								(40,8)
Charges sur paiements en actions	5.1								(12,5)
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	6.2								(41,8)
Résultat opérationnel									247,6

2023

(en millions d'euros)	Notes	France	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Royaume-Uni & Irlande	Amérique latine	Europe du Sud	Éliminations et autres secteurs	Total
EBITDA ajusté		250,4	147,3	106,5	76,5	73,6	53,0	(9,1)	698,1
Marge d'EBITDA ajusté		39,0%	29,5%	35,5%	29,7%	34,4%	29,4%		33,2%
Dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat	4.1	(108,5)	(91,5)	(53,4)	(55,9)	(39,3)	(32,3)	(0,7)	(381,7)
EBIT ajusté		141,9	55,8	53,1	20,7	34,2	20,7	(9,9)	316,4
Marge d'EBIT ajusté		22,1%	11,2%	17,7%	8,0%	16,0%	11,5%		15,1%
Frais financiers divers									(0,9)
Autres produits et charges opérationnels	4.2								(21,5)
Charges sur paiements en actions	5.1								(10,3)
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	6.2								(41,6)
Résultat opérationnel									242,2

3.3 Désagrégation des produits des activités ordinaires

2024

(en millions d'euros)	France	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Royaume-Uni & Irlande	Amérique latine	Europe du Sud	Autres secteurs	Total
Linge plat	270,1	200,2	63,3	171,3	197,5	118,7	0,0	1 021,0
Vêtements professionnels	245,4	289,2	120,4	84,8	35,4	51,6	0,0	826,8
Équipements d'hygiène et de bien-être	168,6	56,7	105,2	15,0	0,0	26,0	0,2	371,7
Divers	(21,0)	10,7	20,5	4,8	(0,6)	(0,7)	13,3	27,1
Produits par services	663,2	556,8	309,4	275,9	232,3	195,5	13,5	2 246,7
Hôtellerie-Restaurant	230,4	67,1	55,6	91,3	23,4	91,4	0,0	559,3
Industrie	127,5	190,6	163,6	47,5	42,2	37,5	0,0	609,0
Santé	117,1	206,6	41,0	108,4	165,1	34,1	0,0	672,3
Commerce et Services	207,8	92,6	49,2	28,6	1,6	32,5	0,0	412,4
Divers	(19,7)	0,0	(0,0)	(0,0)	(0,0)	0,0	13,5	(6,2)
Produits par segment de clientèle	663,2	556,8	309,4	275,9	232,3	195,5	13,5	2 246,7
Prestations de services (fournis sur une certaine période)	659,7	543,9	288,6	268,7	230,2	195,4	1,0	2 187,5
Ventes de biens (fournis à une date donnée)	3,4	12,9	20,8	7,2	2,2	0,2	12,5	59,1
Produits de l'activité ordinaire	663,2	556,8	309,4	275,9	232,3	195,5	13,5	2 246,7

2023

(en millions d'euros)	France	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Royaume-Uni & Irlande	Amérique latine	Europe du Sud	Autres secteurs	Total
Linge plat	260,6	179,1	60,2	161,5	180,3	110,6	0,0	952,2
Vêtements professionnels	231,8	257,8	114,8	76,7	32,8	47,8	0,0	761,7
Équipements d'hygiène et de bien-être	167,2	47,8	104,4	13,7	0,0	21,8	0,1	354,9
Divers	(19,2)	12,7	20,8	5,5	0,6	(0,3)	12,4	32,5
Produits par services	640,3	497,3	300,1	257,3	213,7	179,9	12,6	2 101,3
Hôtellerie-Restaurant	220,8	64,2	53,0	87,9	20,2	84,2	0,0	530,3
Industrie	121,4	161,3	159,2	44,7	38,9	34,1	0,0	559,5
Santé	113,5	197,2	39,8	96,1	153,2	30,9	0,0	630,7
Commerce et Services	204,0	74,7	48,1	28,7	1,4	30,7	0,0	387,6
Divers	(19,4)	(0,0)	0,0	(0,0)	0,0	0,0	12,6	(6,8)
Produits par segment de clientèle	640,3	497,3	300,1	257,3	213,7	179,9	12,6	2 101,3
Prestations de services (fournis sur une certaine période)	636,2	482,9	279,3	249,9	211,3	179,6	(0,3)	2 038,9
Ventes de biens (fournis à une date donnée)	4,1	14,5	20,8	7,4	2,4	0,3	12,8	62,4
Produits de l'activité ordinaire	640,3	497,3	300,1	257,3	213,7	179,9	12,6	2 101,3

NOTE 4 Autres données opérationnelles relatives aux 6 premiers mois de l'année

4.1 Amortissements, provisions et autres charges par nature

(en millions d'euros)	2024	2023 retraité*
Dotations aux amortissements (nettes de la quote-part de subvention virée au compte de résultat) incluses dans l'EBIT :	(430,6)	(381,7)
Articles textiles en location-entretien	(264,8)	(231,4)
Autres articles en location-entretien	(17,5)	(16,0)
Autres immobilisations incorporelles et corporelles	(83,8)	(78,8)
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	(64,8)	(55,8)
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	0,3	0,3
Dotations aux amortissements figurant en autres produits et charges opérationnels	(0,4)	(0,1)
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(41,8)	(41,6)
Total des dotations aux amortissements (nettes de la quote-part de subvention virée au compte de résultat)	(472,8)	(423,3)
Dotations ou reprises de provisions incluses dans l'EBIT	1,7	0,2
Dotations figurant en autres produits et charges opérationnels	1,1	0,7
Total des dotations ou reprises de provisions	2,8	0,9

(*) Voir note 1.6.

4.2 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	2024	2023
Coûts connexes aux acquisitions	(0,8)	(0,8)
Ajustements de compléments de prix	(32,4)	(16,0)
Charges de restructuration	(4,7)	(1,8)
Coûts non capitalisables relatifs au changement de systèmes informatiques	(1,8)	(0,5)
Litiges	(0,2)	(2,7)
Plus ou moins-values sur cessions de sites	2,1	0,5
Charges liées aux cessions de sites	(0,2)	(0,3)
Dépollution - coûts nets des variations de provisions	0,1	(0,2)
Avantages du personnel - effet des modifications de régime	0,0	0,9
Divers	(2,9)	(0,6)
Autres produits et charges opérationnels	(40,8)	(21,5)
dont éléments monétaires	(11,5)	(6,6)
dont dotations aux amortissements figurant en autres produits et charges opérationnels	(0,4)	(0,1)
dont dotations, nettes des reprises, aux provisions figurant en autres produits et charges opérationnels	1,1	0,7
dont plus ou (moins-values) sur cessions d'immobilisations	2,1	0,5
dont ajustements de compléments de prix	(32,4)	(16,0)
dont autres produits et charges sans impact sur la trésorerie	0,4	0,0

Les autres produits et charges opérationnels sont principalement liées aux réévaluations successives des compléments de prix de l'acquisition réalisée au Mexique en 2022, les perspectives financières du groupe acquis ayant été revues à la hausse compte tenu de la performance réalisée aux 1^{er} semestre 2023 et 2024.

NOTE 5 Charges et avantages du personnel relatives aux 6 premiers mois de l'année

5.1 Charges liées aux avantages au personnel

(en millions d'euros)	2024	2023
Salaires et traitements	(727,4)	(670,4)
Charges sociales	(184,0)	(166,9)
Participation et intéressement des salariés	(24,8)	(25,4)
Autres avantages du personnel	2,3	2,7
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	(10,7)	(8,4)
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions (contributions sociales)	(1,7)	(1,8)
Total des frais de personnel	(946,3)	(870,2)

5.2 Paiements fondés sur des actions

Attributions gratuites d'actions de performance

En application d'IFRS 2, Elis a estimé la juste valeur des services reçus dans le cadre des plans d'actions gratuites en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués, mesurée en utilisant la méthode de Monte-Carlo, celle-ci étant conditionnée par l'évolution du cours de l'action, et pondérée par l'estimation raisonnable d'atteinte des

critères d'attribution des actions. La charge, enregistrée avec une contrepartie en capitaux propres, est répartie sur la durée d'acquisition des droits courant à partir de la date du directoire ayant décidé du plan et est comptabilisée en résultat opérationnel.

Le détail des plans d'attribution gratuite d'actions de performance dont les actions ont été acquises au cours du semestre ou sont toujours en cours d'acquisition au 30 juin 2024, sont les suivants :

Attributions gratuites d'actions de performance	2021 - Plan n° 14	2022 - Plan n° 16	2022 - Plan n° 17	2022 - Plan n° 18	2023 - Plan n° 19	2023 - Plan n° 20	2024 - Plan n° 21	2024 - Plan n° 22
Date d'assemblée	30/06/2020	30/06/2020	30/06/2020	30/06/2020	25/05/2023	25/05/2023	25/05/2023	25/05/2023
Date du conseil de surveillance	08/03/2021	08/03/2022	08/03/2022	08/03/2022	07/03/2023 et 10/05/2023	07/03/2023 et 10/05/2023	14/12/2023, 05/01/2024 et 06/03/2024	14/12/2023 et 05/01/2024
Date de la décision du directoire	10/03/2021	15/04/2022	20/05/2022	24/10/2022	16/06/2023	22/12/2023	22/04/2024	15/05/2024
Nombre de droits consentis à l'origine	1 417 198	1 085 873	500 500	309 574	1 251 994	6 559	990 040	29 250
> dont membres du comité exécutif	448 472	0	500 500	0	412 448	0	320 212	0
> dont membres du directoire :	213 220	0	240 128	0	197 827	0	162 519	0
Xavier Martiré	127 932	0	144 334	0	118 908	0	97 685	0
Louis Guyot	49 751	0	55 880	0	46 036	0	37 820	0
Matthieu Lecharny	35 537	0	39 914	0	32 883	0	27 014	0
Nombre de bénéficiaires	526	522	11	222	513	4	486	18
> dont membres du comité exécutif	11	0	11	0	11	0	10	0
> dont membres du directoire	3 ^(a)	0	3 ^(a)	0	3 ^(a)	0	3 ^(a)	0
Date d'attribution	10/03/2021	15/04/2022	20/05/2022	24/10/2022	16/06/2023	22/12/2023	22/04/2024	15/05/2024
Date d'acquisition								
> membres du directoire et du comité exécutif	11/03/2024 ^(b)		20/05/2025 ^(b)		16/06/2026 ^(b)		22/04/2027 ^(b)	
> autres bénéficiaires	10/03/2023 ^(b)	15/04/2024 ^(b)		24/10/2024 ^(b)	16/06/2025 ^(b)	22/12/2025 ^(b)	22/04/2026 ^(b)	15/05/2026 ^(b)
Date de fin de conservation des actions								
> membres du directoire et du comité exécutif	11/03/2024 ^(c)		20/05/2025 ^(c)		16/06/2026 ^(c)		22/04/2027 ^(c)	
> autres bénéficiaires	10/03/2023 ^(c)	15/04/2024 ^(c)		24/10/2024 ^(c)	16/06/2025 ^(c)	22/12/2025 ^(c)	22/04/2026 ^(c)	15/05/2026 ^(c)
Droits acquis au 30/06/2024	1 001 177^(d)	1 146 254^{(e)(f)}	0^(f)	0^(f)	0^(f)	0^(f)	0^(f)	0^(f)
Nombre de droits devenus caducs au 30/06/2024	416 021	131 024	0	17 750	20 552	0	1 206	0
Nombre de droits restants à acquérir au 30/06/2024	0	0	500 500	291 824	1 231 442	6 559	988 834	29 250
> dont membres du comité exécutif	0	0	500 500		412 448		320 212	
> dont membres du directoire :	0	0	240 128		197 827		162 519	
Xavier Martiré	0	0	144 334		118 908		97 685	
Louis Guyot	0	0	55 880		46 036		37 820	
Matthieu Lecharny	0	0	39 914		32 883		27 014	
Nombre de bénéficiaires en activité au 30/06/2024	420	447	11	207	495	4	484	18
> dont membres du comité exécutif	11	0	11	0	11	0	10	0
> dont membres du directoire	3 ^(a)	0	3 ^(a)	0	3 ^(a)	0	3 ^(a)	0

(a) Xavier Martiré, Louis Guyot et Matthieu Lecharny.

(b) Les actions sont acquises à l'issue d'une période d'acquisition de deux années à compter de la date d'attribution pour l'ensemble des bénéficiaires à l'exception des membres du comité exécutif (en ce compris les membres du directoire), pour lesquels la période d'acquisition est fixée à trois années à compter de la date d'attribution. Sauf dérogation du directoire, l'acquisition est soumise à une condition de présence ininterrompue au sein du Groupe pendant toute la période d'acquisition.

(c) Il n'y a pas de période de conservation dans le cadre de ce plan de sorte que les actions seront disponibles et pourront être librement cédées à l'issue de la période d'acquisition, sous réserve toutefois des périodes légales d'abstention et des dispositions de la charte de déontologie boursière en matière de prévention des abus de marchés. En outre, chaque membre du directoire est tenu de conserver au nominatif pendant toute la durée de ses fonctions un nombre d'actions fixé par le conseil de surveillance conformément à la politique de rémunération des mandataires sociaux décrite dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise figurant au chapitre 2 du document d'enregistrement universel 2023.

(d) Outre ce qui est indiqué au (b), les conditions de performance attachées à l'acquisition définitive des actions du plan n° 14 mis en œuvre en 2021 ont été définies en référence à des critères absolus internes liés au chiffre d'affaires consolidé et à l'EBIT consolidé déterminées sur la base du business plan lui-même en phase avec les attentes du marché ainsi qu'à la performance relative de l'action Elis par rapport à un indice de référence. Le nombre d'actions acquises était ainsi fonction du nombre d'objectifs atteints, étant précisé que l'atteinte des critères de performance est binaire de sorte que si le critère n'est pas atteint, la fraction des droits attachée à l'objectif concerné n'est pas due et les actions afférentes ne sont pas acquises. Ainsi, 34 % des actions attribuées étaient acquises si une condition de performance est remplie, 67 % si deux conditions sont remplies, et 100 % si les trois conditions sont remplies. Aucune action n'était acquise si aucune des conditions de performance n'est satisfaite. En définitive, pour le plan n° 14 au profit du comité exécutif (y compris les membres du directoire) livré le 11 mars 2024, les trois conditions étant remplies, 100% des actions attribuées ont été acquises.

(e) Le montant tient compte du nombre d'actions acquises en 2024 en complément à un salarié en invalidité ayant bénéficié d'une livraison anticipée de 100% des actions en 2023 (120% des actions attribuées ayant été acquises en 2024 conformément au règlement du plan n° 16).

(f) Outre ce qui est indiqué au (b), à partir des plans mis en œuvre en 2022, les conditions de performance attachées à l'acquisition définitive des actions sont définies en référence à des critères absolus internes liés au chiffre d'affaires consolidé et à l'EBIT consolidé déterminées sur la base du business plan lui-même en phase avec les attentes du marché, à un critère RSE ainsi qu'à la performance relative de l'action Elis par rapport à un indice de référence. Par ailleurs, trois seuils ont été définis pour déterminer l'atteinte des critères de performance économiques et RSE à l'issue de la période d'acquisition : un seuil de déclenchement (borne basse), un seuil cible et un seuil de surperformance (borne haute). S'agissant du critère boursier, deux seuils ont été définis (seuil cible et de surperformance). La mesure de la performance sera appréciée de manière linéaire entre chacune des bornes. Le nombre d'actions à livrer à l'issue de la période de vesting, sera déterminé en deux étapes : (i) un calcul en fonction de l'atteinte par chacun des critères du seuil ainsi défini, la mesure de la performance étant appréciée de manière linéaire entre chacune des bornes et (ii) une seconde limite sera appliquée afin de tenir compte de l'atteinte ou non des seuils cibles. Concernant les plans mis en œuvre en 2022 et 2023, en ce qui concerne les critères économiques et RSE, le nombre d'actions à livrer sera de 0%, si le seuil de déclenchement (borne basse) n'est pas atteint ; 25%, si le seuil cible est atteint ; 37,5%, si le seuil de surperformance (borne haute) est atteint. Pour le critère boursier, seuls les deux derniers quotas s'appliqueront. Puis, la seconde limite définie ci-après s'appliquera : (i) si les quatre seuils cibles ont été atteints (ou dépassés), le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 120 % des actions attribuées ; (ii) si seulement trois seuils cibles ont été atteints (ou dépassés), et quel que soit l'écart du quatrième critère par rapport au seuil cible, le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 90 % des actions attribuées ; (iii) si seulement deux seuils cibles ont été atteints (ou dépassés), et quel que soit l'écart des deux autres critères par rapport à leur seuil cible respectif, le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 80 % des actions attribuées ; (iv) si seulement un seuil cible a été atteint (ou dépassé), et quel que soit l'écart des trois autres critères par rapport à leur seuil cible respectif, le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 70 % des actions attribuées ; (v) si aucun seuil cible n'a été atteint, le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 60 % des actions attribuées. Pour le plan n°16 livré en 2024, les quatre seuils ayant été atteints, 120% des actions attribuées ont été acquises.

Plan d'épargne Groupe

Au cours du premier semestre, Elis a décidé de mettre en place sa cinquième opération d'actionnariat salarié « Elis for all » ouverte à 18 pays. Le Groupe a commencé à informer ses collaborateurs du lancement de cette opération qui sera finalisée en novembre 2024. Dans ce cadre, les salariés éligibles pourront souscrire des actions d'Elis SA nouvellement émises dont le prix de souscription bénéficiera d'une décote de 30% par rapport à la moyenne des premiers cours de l'action précédent le jour de

l'ouverture de la période de souscription ainsi que d'un abondement à raison d'une action offerte pour 10 actions souscrites. Elis comptabilisera ce plan conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » au second semestre lorsque les conditions de l'opération seront définitivement arrêtées.

5.3 Rémunération des dirigeants (informations relatives aux parties liées)

Les principaux dirigeants sont les membres du comité exécutif qui compte dix membres et le Président du directoire au 30 juin 2024.

Les rémunérations cumulées attribuées aux principaux dirigeants des 6 premiers mois de l'année sont les suivantes :

(en millions d'euros)	2024	2023
Nombre de personnes	11	11
Avantages à court terme - Rémunérations fixes, variables, exceptionnelles et autres	(7,8)	(6,1)
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions (IFRS 2)	(3,9)	(4,2)
Avantages postérieurs à l'emploi	(2,1)	(1,7)
Autres avantages à long terme	(0,0)	(0,0)
Indemnités de fin de contrat de travail	(1,0)	(0,0)

Les avantages postérieurs à l'emploi sont relatifs à un régime de retraite supplémentaire conforme aux dispositions de l'article L137-11-2 du Code de la sécurité sociale (Loi Pacte).

NOTE 6 Actifs non courants

6.1 Goodwill

(en millions d'euros)	30/06/2024
Valeur brute retraitée*	4 082,0
Cumul des pertes de valeur retraitée*	(99,1)
Valeur nette comptable à l'ouverture retraitée*	3 982,9
Augmentation liée aux regroupements d'entreprises	28,3
Cessions	0,0
Différences de conversion	(42,6)
Autres variations	(0,0)
Variations sur montant brut	(14,3)
Pertes de valeur	0,0
Différences de conversion	(2,8)
Autres variations	(0,0)
Variations pertes de valeur	(2,8)
Valeur brute	4 067,7
Cumul des pertes de valeur	(101,9)
Valeur nette comptable à la clôture	3 965,8

(*) Voir note 1.6.

6.2 Immobilisations incorporelles

Les mouvements qui sont survenus sur la période sont les suivants :

(en millions d'euros)	Marques et clauses de non-concurrence	Relations clientèle	Autres	Total
Valeur brute retraitée*	268,5	1 419,3	252,8	1 940,6
Cumul des amortissements et des pertes de valeur retraité*	(56,4)	(1 009,5)	(172,1)	(1 238,0)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2023 retraitée*	212,1	409,8	80,7	702,6
Investissements	0,0	0,0	10,9	10,9
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	0,0	1,3	0,2	1,5
Mises hors service et cessions	0,0	0,0	(0,0)	(0,0)
Amortissements de l'exercice	(0,4)	(41,4)	(10,8)	(52,6)
Différences de conversion	(0,1)	(5,3)	0,0	(5,3)
Pertes de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements	(0,1)	0,1	0,3	0,3
Valeur brute	265,7	1 407,7	253,9	1 927,3
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(54,3)	(1 043,1)	(172,6)	(1 270,0)
Valeur nette comptable au 30 juin 2024	211,4	364,6	81,3	657,3

(*) Voir note 1.6.

6.3 Tests de perte de valeur au 30 juin 2024

Conformément à IAS 36, le Groupe apprécie s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur utilisant à la fois des sources d'informations internes et externes.

- > Les sources d'information externes sont essentiellement constituées par la revue du coût moyen pondéré du capital (WACC).
- > Les sources d'information internes sont basées sur les reportings : une baisse significative de profitabilité ou l'incapacité à atteindre le budget sont des indicateurs de perte de valeur.

Étant donné le contexte économique, le Groupe revoit régulièrement la performance de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) afin de décider s'il y a lieu de conduire un test de perte de valeur. Après avoir revu à la fois les sources d'information internes et externes, le management a conclu à l'absence d'indice de perte de valeur au 30 juin 2024.

6.4 Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation et passifs locatifs

	Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation				Passifs locatifs
(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Véhicules	Installations et matériels	Total	
Au 31 décembre 2023 retraité*	320,0	186,5	6,7	513,2	537,8
Augmentation liée aux regroupements d'entreprises	2,1	0,0	3,9	6,0	5,8
Nouveaux droits d'utilisation	6,3	67,5	1,1	74,9	74,9
Réévaluation des droits d'utilisation	5,1	0,7	(0,1)	5,8	5,8
Amortissement/Dépréciation	(25,3)	(38,2)	(1,7)	(65,2)	
Paielements du principal					(62,6)
Écarts de conversion	(2,9)	(0,4)	(0,0)	(3,3)	(3,7)
Autres mouvements	4,7	(0,4)	0,2	4,5	4,6
Au 30 juin 2024	310,0	215,8	10,1	535,9	562,8

(*) Voir note 1.6.

Le Groupe a reconnu au 30 juin 2024 des charges de location se rapportant aux contrats de location :

- > à court terme pour 3,1 millions d'euros (3,7 millions au 30 juin 2023),
- > dont l'actif sous-jacent est de faible valeur pour 1,1 millions d'euros (0,9 million d'euros au 30 juin 2023),
- > aux paiements de loyers variables pour 0,4 million d'euros (0,2 million d'euros au 30 juin 2023).

6.5 Immobilisations corporelles

Les mouvements qui sont survenus sur la période sont les suivants :

(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Véhicules	Installations et matériels	Articles en location-entretien	Total
Valeur brute retraitée*	997,3	137,9	1 942,0	2 821,0	5 898,3
Cumul des amortissements et des pertes de valeur retraité*	(385,2)	(123,5)	(1 313,2)	(1 865,7)	(3 687,6)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2023 retraitée*	612,0	14,4	628,8	955,4	2 210,7
Investissements	12,5	0,5	79,5	326,5	418,9
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	16,1	1,6	5,8	5,6	29,0
Mises hors service et cessions	(2,0)	(0,1)	(0,1)	(4,3)	(6,5)
Amortissements de l'exercice	(16,5)	(3,0)	(53,4)	(282,4)	(355,3)
Différences de conversion	(2,7)	(0,4)	(5,9)	(5,0)	(14,0)
Pertes de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements	4,9	0,6	(6,8)	0,5	(0,8)
Valeur brute	1 021,6	134,0	1 982,1	3 010,7	6 148,4
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(397,3)	(120,3)	(1 334,3)	(2 014,4)	(3 866,3)
Valeur nette comptable au 30 juin 2024	624,3	13,7	647,9	996,2	2 282,1

(*) Voir note 1.6.

Au cours de la période de six mois prenant fin le 30 juin 2024, le Groupe a acquis des immobilisations corporelles pour un montant de 418,9 millions d'euros (398,2 millions d'euros au 30 juin 2023).

7.1 Provisions

(en millions d'euros)	Mise en conformité	Litiges	Autres	Total
Au 31 décembre 2023	77,9	13,8	19,4	111,1
Augmentations / Dotations de l'exercice	0,0	6,9	0,9	7,8
Augmentation liée aux regroupements d'entreprises	0,0	(0,0)	0,0	(0,0)
Réductions / Reprises de provisions utilisées et non utilisées	(1,0)	(9,0)	(0,5)	(10,5)
Écarts de conversion	(0,6)	(0,3)	(1,0)	(1,9)
Autres	(0,0)	0,0	(0,6)	(0,6)
Au 30 juin 2024	76,2	11,4	18,3	105,8
Part à moins d'un an	0,1	7,9	7,1	15,0
Part à plus d'un an	76,1	3,5	11,2	90,8
France	15,8	7,0	1,1	23,9
Royaume-Uni & Irlande	11,7	0,0	(0,0)	11,7
Scandinavie & Europe de l'Est	26,4	0,0	5,7	32,1
Amérique latine	7,8	3,9	10,3	22,0
Autres secteurs	14,4	0,5	1,3	16,1

7.2 Passifs éventuels

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des litiges ou actions en justice survenant dans le cadre habituel de ses activités, notamment ce qui suit.

Litiges au Brésil

Procédure relative à des faits supposés de corruption

À la suite d'une action publique engagée contre plusieurs fournisseurs de services de blanchisserie industrielle dont Atmosfera Gestão e Higienização de Têxteis SA (Atmosfera) et Prolav Servicos Tecnicos Ltda (Prolav), et relative à des faits supposés de corruption de fonctionnaires pour la période comprise entre 2003 et 2011 dans le cadre de marchés dans l'État de Rio de Janeiro, Atmosfera a déposé un dossier de défense préliminaire en décembre 2014. Le Procureur a rejeté les arguments avancés par Atmosfera et a décidé la poursuite de l'action publique.

Au 30 juin 2024, Atmosfera et Prolav restent dans l'attente d'informations supplémentaires et ne sont donc pas en mesure d'évaluer le passif éventuel encouru et l'actif compensatoire à recevoir dans le cadre des garanties de passif respectivement consenties. Plus précisément, des informations supplémentaires ne devraient être disponibles qu'une fois que l'ensemble des parties à la procédure auront été notifiées de l'ouverture de ladite procédure. À cette fin, une ordonnance a été rendue par le tribunal en charge de l'affaire afin d'obtenir de la part d'un notaire un certificat recensant ceux des défendants ayant déjà été notifiés et ceux ayant d'ores et déjà présenté leur défense.

Les anciens propriétaires du groupe Atmosfera, auxquels la procédure a été notifiée à titre conservatoire le 26 novembre 2014 au titre de la convention de garantie en date du 20 décembre 2013 relative à l'acquisition du groupe Atmosfera, ont contesté la demande d'indemnisation formulée par Atmosfera.

Dans le cadre de cette procédure, Atmosfera et Prolav pourraient encourir les sanctions suivantes : (i) remboursement au Trésor Public de tous les gains obtenus illégalement par Atmosfera au résultat des actes de corruption et/ou (ii) paiement d'une amende civile s'élevant à un montant maximum de trois fois le montant visé au (i). En outre, Atmosfera et Prolav pourraient éventuellement se voir interdire la conclusion de nouveaux contrats avec toute entité publique brésilienne ou le bénéfice d'avantages fiscaux au Brésil pendant une période de cinq ou dix ans.

Procédures impliquant NJ Lavanderia (procédures à l'encontre de personnes physiques)

En juin 2021, le Groupe a été informé de l'existence d'une enquête pénale après que les autorités publiques ont réalisé des perquisitions au sein de quatre de ses sites en application de mandats délivrés par la 1er Tribunal pénal du District fédéral (Brasilia). À la connaissance du Groupe, l'enquête pénale vise des contrats conclus avec le Secrétariat à la Santé de Brasilia entre 2013 et 2016 (à savoir certains des contrats faisant l'objet des procédures décrites ci-dessus et impliquant NJ Lavanderia). Par conséquent, ces mandats de perquisitions avaient pour but de rechercher des preuves d'éventuels méfaits pouvant avoir eu lieu préalablement à l'acquisition de Lavebras (et, par conséquent, de NJ Lavanderia) par le Groupe en 2017, ce bien que des contrats conclus postérieurement à 2017 aient été saisis par les autorités.

Au 30 juin 2024 et à la connaissance de la Société, l'enquête ne vise que des personnes physiques qui ne sont actuellement pas employées par l'une des filiales du Groupe et qui n'exercent aucune responsabilité au sein du Groupe. Il n'existe aucune preuve crédible permettant de conclure que les dirigeants ou salariés actuels du Groupe ont été impliqués dans les faits objet de l'enquête. Plus encore, la responsabilité pénale des personnes morales n'étant pas engagée au Brésil, aucune des entités du Groupe n'est visée par cette procédure pénale, même si certaines entités sont citées dans certains des actes de procédures et concernées par des éléments précis de l'enquête.

Bien que la Société ne soit pas directement impliquée dans l'enquête pénale visée ci-dessus (ni ses filiales, salariés ou dirigeants), elle ne peut exclure que des conséquences potentielles puissent résulter de cette enquête dans le futur, soit en lien avec les procédures en cours à l'encontre de NJ Lavanderia, soit du fait de toute nouvelle procédure qui pourrait être initiée à terme. La Société ne dispose pas à ce jour d'information lui permettant d'estimer un passif éventuel pouvant, le cas échéant, résulter de ces nouveaux développements ; aucune provision n'a été constituée par Lavebras ou NJ Lavanderia au 30 juin 2024 en lien avec ces mêmes développements.

Procédures relatives à Lavebras

Le Groupe a été informé de l'existence d'une enquête anticorruption initiée par la Police Fédérale Brésilienne, laquelle pourrait avoir identifié de potentiels manquements à deux dispositifs législatifs brésiliens, le « Brazilian

Clean Companies Act » et l'« Administrative Improbability Act », susceptibles d'impliquer Lavatec Lavanderia Técnica Ltda. (Lavatec), une ancienne filiale fusionnée dans Lavebras en 2014.

Au 30 juin 2024, Lavebras n'a reçu aucune notification officielle relative à ces potentiels manquements, à l'exception d'une procédure distincte conduite par l'administration fiscale à l'encontre d'une organisation sociale, l'ICN.

Dans le cadre de la procédure fiscale visant ICN, l'administration fiscale brésilienne soutient que Lavebras – ainsi que d'autres sociétés – doit être tenue solidairement responsable des obligations d'ICN compte tenu de (i) la nature illégale des paiements effectués par ICN au titre des contrats conclus avec cette dernière et en vertu desquels Lavebras et ICN entretenaient une relation commerciale, et (ii) l'absence de coopération dont ICN a fait preuve au cours de l'inspection menée par l'administration fiscale brésilienne. Une décision administrative de première instance a été rendue en septembre 2019 en vertu de laquelle le point de vue de l'administration fiscale brésilienne a été confirmé. En mai 2024, à la suite de l'appel interjeté par Lavebras en lien avec cette décision, la juridiction administrative en charge de la décision en appel a rendu sa décision et a fait partiellement droit aux demandes de Lavebras. Lavebras reste en l'attente de précisions en lien avec cette décision et étudie les voies de recours éventuelles dont elle dispose pour obtenir gain de cause sur l'ensemble de ces demandes. Sur cette base, au 30 juin 2024, le montant maximum du litige s'élevait à environ 426 millions de réaux, soit environ 71 millions d'euros (en ce compris toutes pénalités mais à l'exclusion de l'effet futur potentiel de l'inflation).

Lavebras pense toujours disposer de bons arguments pour contester le point de vue de l'administration fiscale brésilienne. Le Groupe considère dès lors que le risque pour Lavebras d'être tenue solidairement responsable avec ICN pour le paiement de l'amende fiscale est limité. Aucune provision n'a été constituée par Atmosfera ou Lavebras en lien avec cette procédure.

Dans l'hypothèse où Lavebras ferait l'objet d'une notification et, à la suite de l'enquête de la Police Fédérale Brésilienne, serait tenue responsable au titre des infractions, Lavebras pourrait être exposée à différentes sanctions, dont (i) l'interdiction de bénéficier de mesures incitatives ou de recevoir des subventions, aides, donations ou prêts de la part d'entités et d'institutions financières publiques pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans, (ii) une amende d'un montant maximum égal à trois fois les montants injustement perçus, (iii) l'interdiction de conclure des contrats avec des entités publiques pour une durée pouvant aller jusqu'à dix ans, et (iv) l'obligation de dédommager intégralement l'administration publique de tout préjudice effectivement subi par cette dernière. En outre, Lavebras pourrait faire l'objet d'une amende administrative d'un montant compris entre 0,1% et 20% du chiffre d'affaires brut hors taxe réalisé au cours de l'exercice précédant le dépôt de la procédure administrative. En conséquence de la fusion de Lavatec dans Lavebras intervenue en 2014, les autorités brésiennes pourraient soutenir que le montant de l'amende administrative devrait être calculé sur la base du chiffre d'affaires brut de Lavebras en lieu et place de celui de Lavatec, ce que Lavebras contestera en considérant que la responsabilité totale de Lavebras (en ce compris le montant de l'amende et toute réparation due au titre du préjudice susceptible d'être subi) devrait être limitée au montant des actifs Lavatec transférés à Lavebras dans le cadre de la fusion. En l'absence de notification, aucune provision n'a été constituée par Atmosfera ou Lavebras en lien avec cette procédure.

Procédure relative à la conclusion de contrats publics dans l'État de São Paulo

Le Groupe a été informé de différentes enquêtes et procédures initiées par cinq autorités de l'État de São Paulo en lien avec la conclusion de plusieurs contrats publics entre différents hôpitaux et sociétés intervenant dans le même secteur d'activité que le Groupe (en ce compris Atmosfera, Lavebras et d'autres sociétés brésiennes du Groupe). Ces enquêtes et procédures résultent d'un audit réalisé par le Contrôleur Général de l'État de São Paulo (CGA) auprès de différents hôpitaux de l'État, au cours duquel la CGA a relevé un nombre élevé de contrats conclus en urgence (en exception d'une procédure d'appel d'offres telle que normalement prévue par le droit brésilien) et a décidé de (i) initier une enquête à l'encontre de plusieurs hôpitaux et sociétés concernés afin de vérifier si des irrégularités ont accompagné la conclusion en urgence

de ces contrats et (ii) transmettre les conclusions de son audit à différentes autorités brésiennes afin que ces dernières puissent, à leur discrétion, initier une enquête.

En conséquence, le Groupe (comme certains de ses concurrents) fait face à différentes enquêtes ou procédures décrites ci-après, dont certaines sont d'ores-et-déjà closes. D'autres enquêtes ou procédures initiées par d'autres autorités brésiennes pourraient résulter de la transmission à ces dernières du rapport d'audit susvisé.

La CGA a initié une procédure administrative sur la base du Brazilian Clean Company Act (loi n° 12.846/2013) dans le cadre de laquelle le Groupe a présenté, au cours du mois de novembre 2019, ses arguments en défense de même qu'une description du programme de conformité qu'il a mis en place au Brésil (étant précisé que la CGA doit attendre que les autres parties à la procédure présentent leurs arguments en défense pour pouvoir poursuivre cette même procédure). En juin 2024, la CGA devrait décider d'acquitter Atmosfera et Lavebras de toutes charges à leur encontre.

Le bureau du Procureur de l'État de São Paulo a lancé une enquête civile sur la base de l'Administrative Improbability Act (loi n° 8429/1992). Le Groupe a soumis ses arguments en défense et le bureau du Procureur a décidé de clore définitivement le cas sans qu'une quelconque sanction soit prise à l'encontre du Groupe.

Le Groupe a été informé de ce qu'en lien avec la procédure administrative de la CGA, la police de l'État de São Paulo a initié une enquête pénale à l'encontre des mandataires sociaux des filiales brésiennes du Groupe. Le Groupe a présenté les mêmes arguments que ceux présentés à la CGA ; la Police poursuit son investigation.

Dans le cas où une sanction serait prise à l'encontre du Groupe, il pourrait être fait application de ce qui suit.

En vertu du Brazilian Clean Company Act (i) une amende d'un montant compris entre 0,1 et 20% du chiffre d'affaires des sociétés objet de la sanction (le montant de l'amende pouvant être réduit par application d'un rabais pouvant atteindre 4% du chiffre d'affaires selon la qualité du programme de conformité mis en place pour lutter contre les pratiques anticoncurrentielles et la corruption) et/ou (ii) la publication de la décision.

En lien avec l'Administrative Improbability Act, (i) une amende, (ii) une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics pour une durée pouvant aller jusqu'à 10 ans et (iii) l'interdiction de bénéficier de subventions et d'avantages fiscaux.

Ces différentes enquêtes et procédures sont encore à un stade peu avancé, de telle sorte qu'aucune provision n'a été reconnue dans les comptes au 30 juin 2024. La Société considère qu'elle dispose de bons arguments en lien avec ces différentes enquêtes et procédures, lesquelles concernent également d'autres acteurs du secteur.

Le Groupe a également été informé de l'ouverture d'une enquête de la part de l'autorité de concurrence brésilienne, CADE, en lien avec les événements précités. CADE a récemment indiqué qu'aucune preuve d'irrégularités pouvant constituer un comportement anti-concurrentiel n'a été relevé. Le Groupe a dès lors demandé la clôture définitive de l'enquête auprès de CADE et reste dans l'attente d'une décision de la part de cette dernière.

Litiges administratifs avec des clients publics

Le Groupe fait face à des litiges administratifs avec certains de ses clients publics au Brésil du fait de difficultés présumées dans l'exécution de certains contrats ou d'une qualité de service jugée insuffisante. En conséquence, ces clients publics entendent prendre des sanctions à l'encontre de certaines des entités du Groupe au Brésil. Selon les circonstances, ces sanctions peuvent consister en (i) le cas échéant, un remboursement de certains des paiements reçus au titre de ces contrats, (ii) l'application d'amendes, et/ou (iii) une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics s'applique généralement uniquement à la personne morale ayant été sanctionnée, et est en principe limitée au même niveau administratif (à savoir au niveau fédéral, régional ou municipal) que celui du client public ayant prononcé ces sanctions. De plus, une telle interdiction est sans effet sur les contrats en cours avec des clients publics (à l'exception néanmoins (i) du renouvellement de ces contrats, que les

clients publics pourraient considérer au cas par cas comme inadaptés, ainsi que (ii) des contrats pour lesquels le prononcé d'une telle interdiction constituerait un motif valable de résiliation). Néanmoins, le Groupe ne peut exclure la possibilité qu'une telle interdiction soit étendue, d'une part, à d'autres États du Brésil ou municipalités et, d'autre part, à d'autres niveaux administratifs (au niveau fédéral, régional ou municipal) sur le territoire concerné, étant entendu toutefois qu'une telle extension ne pourrait avoir lieu qu'au cas par cas et en vertu d'une demande spécifique déposée par une partie ayant un intérêt à agir.

Dans les différents litiges susvisés, le Groupe a soumis ou s'apprête à soumettre ses arguments en défense afin de répondre à ceux développés par ses clients publics et reste en attente des décisions administratives à venir. Lorsqu'une décision administrative définitive sera prise, le Groupe pourra, s'il le souhaite, la contester par voie judiciaire, y compris afin d'obtenir son annulation en invoquant une violation du principe constitutionnel de proportionnalité des sanctions prononcées par les personnes publiques. Parallèlement à cette contestation, le Groupe pourrait, si cela était nécessaire, chercher à obtenir, par voie de procédure d'urgence, la suspension d'une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics en l'attente d'une décision sur le fond.

Parmi les litiges susvisés, à la suite du paiement tardif d'une pénalité contractuelle, Lavebras a été suspendue pour 6 mois, en novembre 2021, de la possibilité de participer aux appels d'offres publics dans l'État de São Paulo (au niveau régional). Compte tenu du caractère disproportionné de cette sanction, Lavebras a décidé de contester cette décision en justice et, en l'attente d'une décision sur le fond, a obtenu une ordonnance suspendant cette interdiction de participer aux appels d'offres publics. En octobre 2022, le juge en charge du cas a suivi l'avis du bureau du Procureur et a annulé la sanction de suspension prononcée par le Secrétaire à la Santé de l'état de Sao Paulo. À la suite de l'appel interjeté par le Secrétaire à la Santé, la décision de première instance a été confirmée en appel au profit de Lavebras le 12 janvier 2024. Un nouveau recours peut être initié par le Secrétaire à la Santé à la suite de cette décision d'appel. La Société a été informée que le Secrétaire à la Santé ne contesterait pas cette décision d'appel, de sorte que l'affaire est définitivement close en faveur de Lavebras.

En lien avec ces différents litiges, des provisions ont été comptabilisées au 30 juin 2024 par la Société pour un montant d'environ 3 millions de réaux (soit environ 0,6 million d'euros).

8.1 Résultat financier net des 6 premiers mois de l'année

(en millions d'euros)	2024	2023
Charge d'intérêts sur emprunts et comptes courants de participation mesurée au coût amorti	(62,2)	(49,6)
Charge d'intérêts sur passifs locatifs	(12,7)	(9,0)
Produits d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif	12,6	5,2
Charge nette totale d'intérêts	(62,3)	(53,4)
Gains/Pertes sur instruments dérivés de taux évalués à la juste valeur par le résultat	0,0	0,0
Gains/Pertes de change liés aux opérations de financement	0,8	1,3
Gains/Pertes sur instruments dérivés de change évalués à la juste valeur par le résultat	1,5	0,7
Charges de désactualisation	(8,7)	(6,2)
Autres	2,2	0,7
Résultat financier net	(66,5)	(56,9)

8.2 Endettement financier brut

Les sources de financement du groupe Elis reposent sur plusieurs piliers : financements sur les marchés de capitaux court et moyen terme, financements bancaires et placements privés dont la description figure à la note 8.3 « Endettement financier brut » des comptes consolidés au 31 décembre 2023.

Au 30 juin 2024, la dette consolidée se détaille principalement comme suit :

(en millions d'euros)	Échéances des dettes	30/06/2024	31/12/2023 retraité*
Obligations convertibles	2027	354,2	345,4
USPP	2029, 2032 et 2035	694,0	681,9
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2025, 2026, 2027, 2028 et 2029	2 112,7	2 233,0
Bons à moyen terme négociables (NEU MTN)		0,0	0,0
Billets de trésorerie (NEU CP)	inf. à 12 mois	297,0	252,0
Revolving		0,4	0,4
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir		(20,1)	(15,5)
Compte courant bloqué de participation		11,4	13,0
Dette de mobilisation de créances commerciales	programme de 5 ans jusqu'en juin 2028	192,8	178,0
Divers		10,1	2,0
Découverts bancaires		0,1	0,4
Total emprunts et dettes financières		3 652,6	3 690,7

(*) Voir note 1.6.

Au 30 juin 2024, la totalité des dettes financières tirées à long terme sont à taux fixe. La dette de mobilisation de créances commerciales est à taux variable.

Répartition des dettes financières par devise

(en millions d'euros)	30/06/2024	31/12/2023 retraité*
EUR	3 264,8	3 315,0
USD	387,7	375,6
DKK	0,1	0,0
CLP	0,0	0,1
COP	0,0	0,0
Emprunts et dettes financières	3 652,6	3 690,7

(*) Voir note 1.6.

Les principales émissions et remboursements d'emprunts de la période sont présentés ci-après :

(en millions d'euros)	31/12/2023 retraité	Changements dans les flux de trésorerie découlant d'activités de financement	Changements découlant de l'obtention ou de la perte du contrôle de fi- liales ou d'autres en- treprises	Effet des changements dans les taux de change	Variations des découverts bancaires	Autres chan- gements	30/06/2024
Obligations convertibles	343,1	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	347,6
USPP	675,6	(0,0)	0,0	0,0	0,0	12,1	687,7
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2 200,0	(100,0)	0,0	0,0	0,0	0,0	2 100,0
Bons à moyen terme négociables (NEU MTN)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Billets de trésorerie (NEU CP)	252,0	45,0	0,0	0,0	0,0	0,0	297,0
Revolving	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette de mobilisation de créances commerciales	177,5	14,8	0,0	0,0	0,0	0,0	192,3
Autres emprunts	2,0	(10,7)	18,8	(0,0)	0,0	0,0	10,1
Découverts bancaires	0,4	0,0	0,0	0,0	(0,4)	0,0	0,1
Compte-courant bloqué de participa- tion des salariés	13,0	(1,8)	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2
Emprunts	445,0	47,3	18,8	(0,0)	(0,4)	0,0	510,7
Intérêts courus	42,6	0,0	0,0	0,0	0,0	(15,9)	26,7
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(15,5)	(7,0)	0,0	0,0	0,0	2,5	(20,1)
Emprunts et dettes financières	3 690,7	(59,7)	18,8	(0,0)	(0,4)	3,2	3 652,6
Réconciliation avec l'état des flux de trésorerie							
Encaissements liés aux nouveaux em- prunts		882,8					
Remboursements d'emprunts		(942,5)					
Variation de l'endettement		(59,7)					

Marchés de capitaux

Sur les marchés de capitaux court terme, Elis dispose d'un programme de billets de trésorerie, non noté, visé par la Banque de France, d'un montant de 600,0 millions d'euros.

Au 30 juin 2024, l'encours de billets de trésorerie était de 297,0 millions d'euros contre 252,0 millions d'euros au 31 décembre 2023, soit en hausse de 45,0 millions d'euros.

Financements bancaires et placements privés

Au 30 juin 2024, la ligne de crédit renouvelable d'un montant de 900 millions d'euros est non tirée.

Programme de cessions de créances commerciales (titrisation)

Le Groupe a souscrit en date du 12 juin 2023 un financement d'un montant maximal de 200,0 millions d'euros, sous la forme d'un programme de cession de créances commerciales en France (titrisation) pour une durée de 5 ans. Le poste « Clients » comprend un encours de créances commerciales cédées pour un montant de 285,6 millions d'euros au 30 juin 2024 (278,6 millions d'euros au 31 décembre 2023) ; ces créances ne pouvant pas être décomptabilisées après analyse du contrat.

Ces opérations étant donc présentées comme un financement sécurisé, au 30 juin 2024, la dette correspondante s'élève à 192,3 millions d'euros (contre 177,5 millions au 31 décembre 2023) ; la différence constituant le dépôt de garantie.

Covenant financier

Les contrats de financement USPP et de crédit renouvelable syndiqué contiennent un covenant *Leverage Ratio*⁽¹⁾ <3,75 à respecter à la fin de chaque semestre.

Sur la base des présents comptes consolidés, le Groupe a satisfait ce ratio et s'attend à le respecter au moins pour les 12 prochains mois.

⁽¹⁾ Le levier d'endettement financier correspond au covenant financier tel que défini dans le contrat de financement bancaire signé en 2021 : *Leverage Ratio* = endettement financier net (tel que décrit à la note 8.4 « Endettement financier net »)/EBITDA ajusté (tel que défini à la note 3.2 « Résultat »), pro-forma des acquisitions finalisées au cours des 12 derniers mois et après synergies

8.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et équivalent de trésorerie contient :

(en millions d'euros)	30/06/2024	31/12/2023 retraité*
Comptes à vue	224,1	287,6
Équivalents de trésorerie	196,7	377,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	420,7	665,3
Découverts bancaires	(0,1)	(0,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, net	420,6	664,8

(*) Voir note 1.6.

- > Les équivalents de trésorerie incluent des dépôts à terme souscrits auprès de plusieurs établissements bancaires français à hauteur de à 190,0 millions d'euros au 30 juin 2024 (370,0 millions d'euros au 31 décembre 2023), pour des durées inférieures ou égales à 3 mois.
- > En France, la trésorerie mobilisée dans le cadre du contrat de liquidité s'élève à 1,6 million au 30 juin 2024 (3,7 millions au 31 décembre 2023).
- > En Amérique du Sud (hors Mexique), où il peut exister des restrictions sur le contrôle des changes, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 48,9 millions d'euros au 30 juin 2024 (62,8 millions d'euros au 31 décembre 2023).
- > En Russie, la trésorerie s'élève à 5,4 millions d'euros au 30 juin 2024 (3,2 millions d'euros au 31 décembre 2023). Ce montant est utilisé pour les opérations courantes des filiales dans ce pays.

8.4 Endettement financier net

(en millions d'euros)	30/06/2024	31/12/2023 retraité*
Obligations convertibles	347,6	343,1
USPP	687,7	675,6
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2 100,0	2 200,0
Bons à moyen terme négociables (NEU MTN)	0,0	0,0
Billets de trésorerie (NEU CP)	297,0	252,0
Dette de mobilisation de créances commerciales	192,3	177,5
Autres emprunts	10,1	2,0
Découverts bancaires	0,1	0,4
Compte-courant bloqué de participation des salariés	11,2	13,0
Emprunts	510,7	445,0
Intérêts courus	26,7	42,6
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(20,1)	(15,5)
Emprunts et dettes financières	3 652,6	3 690,7
Dont part des dettes financières à moins d'un an	1 015,5	973,2
Dont part des dettes financières à plus d'un an	2 637,1	2 717,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie (actifs)	420,7	665,3
Solde endettement net	3 231,9	3 025,4

(*) Voir note 1.6.

8.5 Actifs et passifs financiers

Le tableau ci-après présente la comparaison entre la valeur au bilan et la juste valeur des actifs et passifs financiers :

	30/06/2024		Classification des instruments financiers			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Obligatoire à la juste valeur par le résultat net	Juste valeur - instruments de couverture par OCI	Actifs financiers au coût amorti	Dettes au coût amorti
<i>(en millions d'euros)</i>						
Autres participations	0,1	0,1	0,1			
Autres actifs non courants	70,7	70,7	21,8	6,1	42,8	
Actifs sur contrats	53,8	53,8			53,8	
Clients et autres débiteurs	908,6	908,6			908,6	
Autres actifs courants	23,2	23,2	0,9	0,5	21,8	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	420,7	420,7			420,7	
Actifs financiers	1 477,1	1 477,1	22,8	6,6	1 447,8	0,0
Emprunts et dettes financières	2 637,1	2 519,5				2 637,1
Autres passifs non courants	21,4	21,4	4,3	8,9		8,3
Fournisseurs et autres créditeurs	385,4	385,4				385,4
Passifs sur contrats	87,6	87,6				87,6
Autres passifs courants	531,9	531,9	64,1	0,6		467,2
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	1 015,5	1 007,6				1 015,5
Passifs financiers (hors passifs locatifs)	4 679,0	4 553,5	68,4	9,5	0,0	4 601,1

	31/12/2023 retraité*		Classification des instruments financiers			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Obligatoire à la juste valeur par le résultat net	Juste valeur - instruments de couverture par OCI	Actifs financiers au coût amorti	Dettes au coût amorti
<i>(en millions d'euros)</i>						
Autres participations	0,1	0,1	0,1			
Autres actifs non courants	66,2	66,2	23,6	1,9	40,7	
Actifs sur contrats	51,9	51,9			51,9	
Clients et autres débiteurs	823,6	823,6			823,6	
Autres actifs courants	19,3	19,3	1,2	0,2	17,9	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	665,3	665,3			665,3	
Actifs financiers	1 626,3	1 626,3	24,9	2,1	1 599,3	0,0
Emprunts et dettes financières	2 717,5	2 594,0				2 717,5
Autres passifs non courants	58,0	58,0	31,6	17,1		9,3
Fournisseurs et autres créditeurs	404,7	404,7				404,7
Passifs sur contrats	83,7	83,7				83,7
Autres passifs courants	532,4	532,4	89,0	3,1		440,3
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	973,2	964,5				973,2
Passifs financiers (hors passifs locatifs)	4 769,4	4 637,3	120,6	20,2	0,0	4 628,7

(*) Voir note 1.6.

Le tableau ci-après précise le niveau auquel chaque juste-valeur est classée dans la hiérarchie de juste valeur :

(en millions d'euros)	30/06/2024	Hiérarchie de juste valeur		
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres participations	0,1			0,1
Dérivés actifs non courants (cross-currency swap)	6,1		6,1	
Dérivés actifs courants (change à terme)	1,4		1,4	
Actifs compensatoires	21,8			21,8
Actifs mesurés à la juste valeur	29,3	-	7,5	21,9
Dérivés passifs non courants (cross-currency swap)	8,9		8,9	
Dérivés passifs courants (change à terme)	1,4		1,4	
Dettes liées aux acquisitions	67,6			67,6
Passifs mesurés à la juste valeur	77,9	-	10,3	67,6
USPP	629,4		629,4	
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2 030,6	2 030,6		
Obligations convertibles - composante dette	348,7		348,7	
Passifs dont la juste valeur est utilisée dans l'annexe	3 008,7	2 030,6	978,1	-

(en millions d'euros)	31/12/2023	Hiérarchie de juste valeur		
	retraité* Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres participations	0,1			0,1
Dérivés actifs non courants (cross-currency swap)	1,9		1,9	
Dérivés actifs courants (change à terme)	1,4		1,4	
Actifs compensatoires	23,6			23,6
Actifs mesurés à la juste valeur	27,0	-	3,4	23,6
Dérivés passifs non courants (swaps de taux)	17,1		-	
Dérivés passifs courants (change à terme)	5,7		5,7	
Dettes liées aux acquisitions	117,9			117,9
Passifs mesurés à la juste valeur	140,8	-	5,7	117,9
USPP	628,4		628,4	
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2 135,9	2 135,9		
Obligations convertibles - composante dette	346,0		346,0	
Passifs dont la juste valeur est utilisée dans l'annexe	3 110,3	2 135,9	974,5	-

(*) Voir note 1.6.

NOTE 9 Impôts sur les résultats

Le Groupe comptabilise la charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen attendu pour la totalité de la période annuelle pour chaque juridiction fiscale.

La taux d'impôt effectif moyen s'élève à 34,2% au 30 juin 2024 (contre 25,2% au 30 juin 2023), notamment du fait de l'absence d'activation/d'utilisation significative de déficits reportables. Les principales différences permanentes non déductibles sont relatives aux ajustements de compléments de prix et aux charges IFRS 2.

Le Groupe est soumis depuis le 1^{er} janvier 2024 à la règle « impôt minimum » de la réforme de la fiscalité internationale de l'OCDE, désignée communément sous le nom « Pilier 2 ». À ce titre, le Groupe est redevable d'un impôt additionnel (*qualifying domestic top-up tax*) en Irlande estimé à 0,1 million d'euros au 30 juin 2024.

NOTE 10 Capitaux propres et résultats par action

10.1 Évolution du capital

Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier 2023	230 147 257
Nombre d'actions au 31 décembre 2023	234 000 047
Nombre d'actions au 30 juin 2024	235 567 817
Nombre d'actions autorisées	235 567 817
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	235 567 817
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	-
Valeur nominale de l'action	1,00
Actions de l'entité détenue par elle-même	168 261
Actions réservées pour une émission dans le cadre d'option et de contrat de vente	-

À la suite de l'acquisition définitive d'actions de performance attribuées gratuitement, le capital social a été augmenté en date du 11 mars 2024

et du 15 avril 2024 d'un montant nominal cumulé de 1,6 million d'euros par incorporation desdites sommes sur le poste « Primes liées au capital ».

10.2 Dividendes et distributions payés

Il a été décidé lors de l'assemblée générale annuelle du 23 mai 2024 de distribuer un dividende en numéraire au titre de l'exercice 2023 de 0,43 euro par action pour un montant de 101,3 millions d'euros.

Au cours de l'exercice précédent, il a été décidé lors de l'assemblée générale annuelle du 25 mai 2023 de distribuer un dividende au titre de l'exercice 2022 de 0,41 euro par action, avec option de paiement en actions Elis. Le montant du dividende versé en numéraire aux actionnaires n'ayant pas opté pour le paiement en actions s'est élevé à 61,7 millions d'euros.

10.3 Résultats par action relatifs aux 6 premiers mois de l'année

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période figure ci-après :

(en millions d'euros)	2024	2023 retraité*
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère		
Activités poursuivies	119,1	138,6
Activités abandonnées	0,0	0,0
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère	119,1	138,6
Charge d'intérêts relative aux obligations convertibles en actions (nette d'impôt)	6,5	8,1
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère, ajusté pour l'effet de la dilution	125,6	146,8
Nombre moyen pondéré d'actions	235 825 047	232 643 268
Impact potentiel de la conversion d'obligations convertibles	22 906 781	29 375 611
Impact potentiel des actions dont l'émission est conditionnelle	749 562	1 365 237
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat par action dilué	259 486 044	263 384 116
Résultat par action (en euros) :		
de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,51	€0,60
dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,48	€0,56
Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :		
de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,51	€0,60
dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,48	€0,56

(*) Voir note 1.6.

NOTE 11 Engagements hors bilan

(en millions d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Cession et nantissement de créances à titre de garantie	0,0	0,0
Nantissements hypothèques et sûretés réelles	1,7	1,7
Avals, cautions et garanties données	0,0	0,0
Garanties de passif	0,0	0,0
Engagements reçus		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles	0,0	0,0
Avals, cautions et garanties reçues	34,6	35,7
Garanties de passif	151,9	138,2

NOTE 12 Évènements postérieurs à la date de clôture

Acquisition importante

En Malaisie, Elis a réalisé, le 1^{er} juillet 2024, l'acquisition de 100% de Wonway Manufacturing Sdn Bhd et de ses filiales Microclean Services Sdn Bhd, Pureglove Sdn Bhd, et Shoetech Industries Sdn Bhd « Wonway ». Créé en 1984, Wonway propose des services de tenues réutilisables pour salles propres (Cleanroom) à une clientèle majoritairement formée de groupes internationaux opérant dans les secteurs des semi-conducteurs, des dispositifs médicaux et de la chimie. Le groupe emploie environ 200 personnes réparties dans 3 blanchisseries spécialisées, situées dans les régions de Kuala Lumpur, de Penang et de Malacca, offrant ainsi une couverture nationale. En 2023, Wonway a généré un chiffre d'affaires de 5,9 millions d'euros.

Avec l'acquisition de Wonway, Elis poursuit sa stratégie de croissance et étend son réseau au continent asiatique. Il s'agit d'une acquisition qui permettra à Elis de se familiariser avec le marché régional. Wonway bénéficie à la fois de la très bonne rentabilité de l'activité Cleanroom, et du dynamisme de l'une des meilleures économies d'Asie du Sud-Est.

Autres acquisitions

- > le 1^{er} juillet 2024 : actifs de la société Loonen Ongediertebestrijding en Bedrijfsdiensten VOF aux Pays-Bas (Pest Control, chiffre d'affaires d'environ 0,3 million d'euros, 2 employés).
- > le 15 juillet 2024 : achat de 100% de la société Servicio Tecnilavado SAS en Colombie (chiffre d'affaires d'environ 1,1 million d'euros, 72 employés).

03

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2024

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024

Aux Actionnaires,

Elis

5, boulevard Louis Loucheur
92210 Saint-Cloud

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- > l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Elis, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- > la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 24 juillet 2024

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Forvis Mazars SA

Bardadi Benzeghadi

Francisco Sanchez

04

Attestation de la personne responsable

La responsabilité du présent document est assurée par Xavier Martiré, Président du directoire.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2024, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Saint-Cloud, le 24 juillet 2024

Le Président du directoire

Xavier Martiré



elis.com

